

Un seul monde

Eine Welt

Un solo mondo



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direktion des développement
et de la coopération DDC

N°4 / DÉCEMBRE 2013
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Formation professionnelle

L'accès à l'emploi
et aux revenus

Niger: conflits entre
éleveurs et agriculteurs

Le rôle controversé des religions
dans le développement

Sommaire

DOSSIER



6 **FORMATION PROFESSIONNELLE** **Un passeport pour le marché de l'emploi**

De nombreux pays en développement doivent réformer leurs systèmes d'apprentissage, trop axés sur la théorie et mal adaptés aux besoins du marché

11 **Des écoles sortent de leur bulle**

La Suisse aide l'Albanie à moderniser 17 écoles de métiers, héritées de l'ère communiste

12 **Lifting du système d'apprentissage burkinabè**

Au Burkina Faso, les associations d'artisans s'emploient à transformer la formation sur le tas en filières de type dual

14 **Des chaussures «made in Bangladesh»**

Avec l'appui de la DDC, l'industrie du cuir bangladaise teste l'apprentissage en entreprise, un modèle inédit dans le pays

15 **Une transformation des systèmes s'impose**

Entretien avec le Tunisien Borhène Chakroun, responsable de la formation professionnelle à l'Unesco

17 **Faits et chiffres**

18 **Les éleveurs nomades, oubliés du développement**

Le Niger découvre les vertus culturelles et économiques de la transhumance

21 **Une journée sur le terrain avec...**

Ibrahim Bâ, chargé de programme principal de la DDC au Niger

22 **La fin d'une longue léthargie**

Ali Oumarou évoque la nouvelle génération de cinéastes nigériens

HORIZONS



DDC



23 **Moins d'alcool pour des enfants en meilleure santé**

En Pologne, la Suisse soutient une campagne de prévention contre l'abus d'alcool, de tabac et de drogue

24 **Une idée séduisante qui peine à prendre corps**

Réunies en consortium, huit ONG suisses partagent leurs expériences et réalisent des projets communs dans le domaine de l'eau

FORUM



27 **Potentiels et dangers de la religion**

Les Églises jouent un rôle controversé dans le développement

30 **Reverdifier les paysages d'Éthiopie**

Carte blanche : Getachew Gebru décrit les mesures prises pour réhabiliter les forêts dégradées dans son pays

CULTURE



31 **«La culture des Balkans a gagné en maturité»**

Le Programme culturel suisse en Europe du Sud-Est dresse son bilan après quatorze ans d'activités

3 **Éditorial**

4 **Périscope**

26 **DDC interne**

33 **Service**

35 **Coup de cœur avec Steff la Cheffe**

35 **Impressum**

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Une réussite appelée à durer

Les programmes de formation professionnelle de la DDC sont un modèle de réussite. Les premiers ont été réalisés au Népal au milieu du siècle dernier. De nos jours, environ 40 000 personnes en profitent chaque année. Elles font des apprentissages ou suivent d'autres filières, et bénéficient de l'expérience suisse en la matière. Notre investissement financier a pratiquement doublé en quelques années, pour atteindre environ 35 millions de francs par an. Et nous continuons d'étouffer ces programmes. Nos partenaires étrangers manifestent un intérêt croissant pour le système suisse de formation professionnelle et pour la coopération avec la DDC.

J'en suis convaincu : si la Suisse est championne du monde dans ce domaine, c'est parce que notre formation professionnelle associe cours théoriques et pratique en entreprise, mais aussi parce que les employeurs prennent vraiment leurs responsabilités. Ils enseignent à leurs apprentis les méthodes de travail les plus innovantes. Les formations exclusivement scolaires, telles que les connaissent nombre d'États européens, sont largement dépassées. Quant aux pays du Sud, ils n'ont pour la plupart pas de formation professionnelle digne de ce nom. À côté des titulaires de diplômes universitaires, on ne trouve pratiquement que des ouvriers semi-qualifiés ou des manœuvres.

Au printemps dernier, je traversais les salles bruyantes d'une usine du Sud-Est asiatique, où des centaines d'ouvrières découpaient des morceaux de cuir. Leur compétence professionnelle se limite à une machine et aux quelques gestes nécessaires. Investir dans le capital humain n'intéresse personne là-bas. C'est préjudiciable pour les employées, mais aussi pour le développement économique du pays. En effet, une personne qui suit une formation en entreprise apprend plus que son métier : elle est en contact avec les clients, s'intègre dans une équipe, réfléchit et agit en connaissance de cause. Tout cela facilite sa transition vers l'indépen-

dance professionnelle. Ainsi, de petites entreprises se créent et peuvent générer de nouveaux emplois.

Les programmes de la DDC donnent de bons résultats lorsqu'ils se fondent sur l'expérience du système dual suisse, tout en s'adaptant aux conditions locales. Le but n'est pas de transplanter un modèle ou de promouvoir des solutions isolées de leur contexte. Notre propre formation professionnelle est issue d'une longue tradition qui a peu d'équivalents à l'étranger. Il ne suffit pas de créer des places d'apprentissage. Le succès d'un tel système nécessite également une profonde mutation culturelle dans l'économie et une autre manière de voir les choses.

Dans bien des pays, la formation professionnelle a mauvaise réputation. On la considère fréquemment comme la dernière issue en cas d'échec scolaire. Il est difficile de trouver de bonnes places de stage et des formateurs compétents. Faute de diplômes reconnus, l'apprentissage peine à s'imposer. C'est pourquoi la DDC intervient dans ce domaine – de plus en plus souvent en collaboration avec d'autres agences de développement qui poursuivent des objectifs analogues.

La crise économique et le chômage des jeunes, dramatique dans certaines régions d'Europe, ont éveillé l'intérêt pour le système suisse de formation professionnelle. Cela devrait aussi nous inciter à ne pas « scolariser » davantage cette formation et à perpétuer le modèle dual qui a fait ses preuves. Cela nous évitera d'affronter les ciseaux d'un coiffeur qui connaît la composition chimique des cheveux, mais ne sait pas faire une coupe convenable.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Michael Zumbstein/VU/laif

Les risques liés aux grossesses précoces

(bf) Bien que les mariages de mineures aient diminué dans le monde, l'ONU estime qu'environ 60 millions de filles de moins de 18 ans sont mariées chaque année. Deux professeures de médecine, Anita Raj de l'Université de Californie et Ulrike Boehme de l'Université de Boston, ont mené une enquête dans 97 pays. Elles ont constaté que le taux de mortalité maternelle et néonatale est beaucoup plus élevé dans les pays où cette pratique est courante. Une réduction de 10% des mariages précoces pourrait faire baisser ce taux de 70%. En effet, les jeunes épouses tombent rapidement enceintes. Or, les complications à l'accouchement sont plus fréquentes chez les adolescentes que chez des femmes adultes. « Le très jeune âge d'une mère accroît d'autant plus le risque, pour elle et pour l'enfant, lorsque le niveau des soins de santé est insuffisant », fait observer Anita Raj. Ce qui est le cas dans de nombreux pays pauvres, en particulier dans les zones rurales.

www.ucsd.edu, chercher « girl child marriage »

Des mouches au secours de l'humanité

(gn) Les mouches sauveront le monde de la famine. Telle est la vision de Jason Drew, directeur de l'entreprise sud-africaine AgriProtein. Son idée est de

nourrir le petit bétail avec des larves de mouches plutôt que du soja et de la farine de poisson, afin de ne pas concurrencer l'alimentation humaine. La firme, pionnière dans l'obtention de protéines à partir d'insectes,



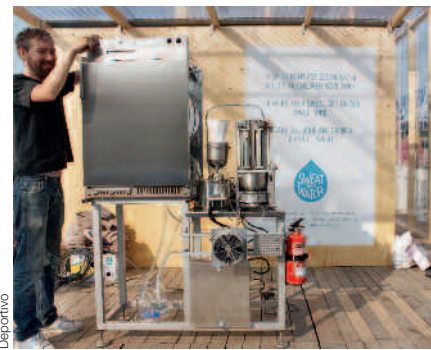
Frank Zimmermann

a créé un élevage industriel de mouches. Plusieurs millions d'insectes sont enfermés dans de vastes cages. Une seule femelle pond 750 œufs par semaine. Nourries avec des déchets d'abattoirs (sang et viscères), les larves grossissent très rapidement : en 72 heures, leur poids est multiplié par 400. Peu avant leur éclosion, elles sont séchées, broyées puis transformées en flocons. « Notre usine, entièrement automatisée, est conçue pour produire 100 tonnes de larves par jour, ce qui donne 24,5 tonnes d'aliment séché », explique Jason Drew. Il entend commercialiser une version réduite de ce système, pour que les paysans puissent produire eux-mêmes les aliments destinés à leurs poulets ou cochons.

www.agriprotein.com

Un petit verre de sueur ?

(bf) Le manque d'eau potable tue chaque jour des milliers d'enfants dans le monde. Pour sensibiliser le public à ce problème, l'Unicef a réalisé, en collaboration avec l'ingénieur suédois Andreas Hammar, une « machine à sueur ». Cet appareil transforme en eau parfaitement consommable la transpiration accumulée dans les vêtements que l'on porte. Une sorte d'essoreuse fait tourner les habits pour en extraire les particules d'eau. Le liquide obtenu est ensuite filtré grâce à la technique de la distillation membranaire. « Nous utilisons un matériau analogue au tissu Gore-Tex. Il laisse passer la vapeur d'eau, mais retient les bactéries, les sels et les fibres textiles », explique Andreas Hammar. « Le produit final est une eau plus propre que celle qui sort de nos robinets. » L'Unicef et l'agence de publicité Deportivo ont dévoilé cette machine en août dernier, lors d'un tournoi international de football en Suède. Joueurs et visiteurs



Deportivo

étaient invités à déposer leur t-shirt dans la machine et à boire l'eau produite.

www.deportivo.se

Des tricycles pour remplacer la pluie

(jls) Depuis quelques années, le Burkina Faso connaît des épisodes de sécheresse durant la saison des pluies. Ces perturbations pluviométriques entraînent d'importantes pertes pour l'agriculture, alors que le pays dispose d'un potentiel sous-exploité en eaux de surface. Pour renforcer la sécurité alimentaire, le ministère de l'agriculture a décidé de déployer 351 brigades mobiles d'irrigation. Chacune d'elles comprend un tricycle, une motopompe avec un tuyau et un chauffeur qui est en même temps mécanicien. Avant d'intervenir, cette personne s'assure qu'il existe un plan d'eau, un barrage, une rivière ou un bassin à proximité du champ à irriguer. Le déplacement d'une brigade coûte 30 francs CFA (5 centimes suisses) par kilomètre et 2000 FCFA (3,75 francs suisses) par hectare irrigué. Cet argent sert à l'entretien et à la réparation du matériel. La phase pilote, lancée en juillet dernier, se déroule dans trente communes. À terme, le projet couvrira les 8000 villages du pays et créera 16 000 emplois en milieu rural.

www.ips.org/fr, chercher « brigades »

Surfer sans électricité

(gn) Ushahidi, une société kenyane spécialisée dans le déve-



Dessin de Jean-Augustin

veloppement de logiciels libres, a déjà réalisé beaucoup de choses intéressantes depuis son lancement en 2008. Cependant, les créateurs et les utilisateurs de sa plate-forme Internet se trouvaient régulièrement confrontés aux problèmes posés par l'instabilité du réseau et les pannes d'électricité. Cette entreprise à

but non lucratif a par conséquent développé son propre modem, qu'elle commercialise désormais sous le nom de BRCK. L'appareil répond aux particularités du continent africain ou, plus généralement, des pays en développement : quand le réseau se montre instable, le BRCK cherche automatiquement – comme un smart-

phone – d'autres connexions et commute spontanément entre Ethernet, Wi-Fi et 3G/4G. Sa batterie interne, d'une autonomie de huit heures, permet de surmonter les coupures de courant. Pour les régions particulièrement isolées, ce modem possède par ailleurs une antenne spéciale qui amplifie le signal émis par les installations de téléphonie mobile.

www.usshahidi.com

Les milliards envolés de l'Afrique

(bf) Entre 1980 et 2009, les flux financiers illicites ont privé l'Afrique de ressources qui pourraient totaliser 1400 milliards de dollars. Ce montant dépasse largement celui de l'aide au développement allouée au continent pendant cette période. L'Afrique a ainsi été un pourvoyeur net de

ressources vers le reste de la planète au cours des trois dernières décennies. Tel est le résultat d'une étude menée par la Banque africaine de développement et l'organisation américaine Global Financial Integrity. Cet « argent sale » est constitué principalement de sommes prélevées illégalement sur le produit des exportations de matières premières, de montants transférés à l'étranger pour échapper au fisc et de fonds provenant de la corruption ou d'autres activités criminelles. En termes de volume financier, trois pays occupent le haut du classement : le Nigeria a ainsi perdu 250 milliards de dollars ; il est suivi par l'Afrique du Sud (170 milliards) et l'Égypte (130 milliards). www.gfintegrity.org, chercher « *Illicit Financial Flows* »



Ushahidi



Un passeport pour le marché de l'emploi

Le chômage massif des jeunes a remis la formation professionnelle à l'agenda du développement, dont elle avait été écartée pendant près de vingt ans. Avec l'aide des bailleurs de fonds, les gouvernements du Sud et de l'Est s'efforcent d'améliorer leurs systèmes d'apprentissage, trop axés sur la théorie et mal adaptés aux besoins du marché. De Jane-Lise Schneeberger.

La coopération au développement a été très active dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) jusqu'au début des années 90. Puis elle a réduit son engagement pour se réorienter vers la scolarisation des enfants au niveau primaire. La communauté internationale avait fait de

l'éducation de base un objectif prioritaire afin d'éliminer l'analphabétisme. La mobilisation mondiale a porté ses fruits : le taux net de scolarisation dans les pays en développement est passé de 80 à 90% entre 1991 et 2011.

Si les connaissances en lecture, écriture et calcul sont



Que ce soit en Tanzanie, en Inde ou ailleurs, les jeunes ont nettement plus de chances de trouver un emploi décent et convenablement rémunéré s'ils ont pu acquérir des compétences professionnelles.

un bagage indispensable, elles ne suffisent toutefois pas pour accéder au marché du travail. C'est pourquoi l'EFTP suscite depuis quelques années un regain d'intérêt. Devant la montée inquiétante du chômage des jeunes, les gouvernements du Sud et de l'Est ainsi que les bailleurs de fonds réalisent qu'il est urgent d'investir dans l'amélioration des systèmes de formation existants. Les adolescents doivent avoir la possibilité d'acquérir des compétences professionnelles, faute de quoi ils sont condamnés à l'inactivité ou à des emplois précaires et mal rémunérés.

Et si l'agriculture devenait rentable ?

L'un des problèmes est l'insuffisance de l'offre de formation, en particulier dans les pays les plus pauvres. Au Niger, par exemple, les centres de formation professionnelle n'admettent que 15 000 élèves par année au total. Or, environ 1,5 million de jeunes âgés de 13 à 19 ans ne sont ni à l'école ni au travail. Jean-Michel Limat, représentant de Swisscontact à Nia-

mey, fait le calcul : « Cela représente 99% de laissés-pour-compte. »

De surcroît, aucune de ces filières ne forme aux métiers de la terre, alors que 84% de la population nigérienne vit en milieu rural. Dans un tel contexte, Swisscontact a mis sur pied une formation agricole de huit mois, qui comprend des cours pratiques dans des « écoles sans murs » et un accompagnement de chaque participant dans son exploitation. « Tous les jeunes rêvent de fuir l'agriculture, car elle ne rapporte presque rien », relève M. Limat. « Pour les encourager à rester sur le champ familial, nous leur enseignons des techniques qui augmenteront leur productivité et donc leurs revenus. »

Décalage entre la formation et le marché du travail

L'agriculture souffre d'une image négative dans la plupart des pays en développement. Et les professions artisanales ne suscitent guère plus d'enthousiasme. « Les jeunes n'envisagent généralement une

Un triple bagage

L'Unesco identifie trois types de compétences dont tout jeune a besoin. Les compétences fondamentales englobent la lecture, l'écriture et le calcul. Elles sont transmises en principe par l'école et constituent la condition préalable pour poursuivre sa formation. Les compétences transférables sont utiles dans la plupart des professions et très appréciées par les employeurs. Elles incluent la capacité de résoudre des problèmes imprévus, la facilité à communiquer, la créativité et l'esprit d'entreprise. Elles s'acquièrent surtout hors du milieu scolaire. Enfin, les compétences techniques et professionnelles constituent le savoir-faire qui permet d'exercer un métier spécifique.



Bettina Jenny/Helvetas Swiss Intercooperation

de du travail», explique Markus Maurer, chargé de cours à la Haute école pédagogique de Zurich. « Par conséquent, les compétences qu'ils transmettent ne répondent pas vraiment aux besoins de l'économie. Ainsi, les jeunes diplômés ne sont pas employables. »

Des emprunts au système suisse

En matière d'apprentissage, la Suisse et l'Allemagne disposent d'un système très performant qui combine une formation pratique en entreprise avec un enseignement théorique. Ce modèle dit « dual » contribue à leur faible taux de chômage. Une partie de la classe politique et des autorités préconisent de l'exporter notamment vers des pays du Sud et de l'Est, pour les aider à résoudre la crise de l'emploi des jeunes.

Active dans l'EFTP depuis plus de cinquante ans, la DDC s'inspire des principes qui font le succès du modèle dual, comme l'alternance entre théorie et pratique ou la collaboration étroite entre l'État et le

Le modèle dual suisse

L'apprentissage dual, tel qu'il se pratique en Suisse, trouve son origine dans le système des corporations artisanales du Moyen Âge. Aujourd'hui, il s'applique à environ 250 filières différentes. La formation dure trois ou quatre ans et donne droit à un Certificat fédéral de capacité. L'apprenti travaille dans une entreprise et suit un à deux jours de cours par semaine dans une école professionnelle. Ce modèle repose sur une collaboration étroite entre l'État et le monde du travail. Les associations professionnelles définissent le contenu de la formation et les procédures de qualification. Les entreprises offrent des places de stage. Les cantons sont responsables des écoles professionnelles. La Confédération reconnaît les plans d'études, valide les diplômés et assure la qualité du système.



Swisscontact

Dans de nombreux pays en développement, la Suisse soutient des projets de formation professionnelle qui associent théorie et pratique. Ici, un apprenti-agriculteur au Guatemala et de futurs mécaniciens au Niger.

formation professionnelle qu'en dernier recours. Ils la considèrent comme une voie de garage», note Simon Junker, responsable de la formation professionnelle à la DDC. Pour revaloriser l'EFTP, il importe de créer des filières qui offrent de meilleures perspectives d'emploi et d'aménager des passerelles vers les autres niveaux du système éducatif. L'impopularité des métiers manuels tient aussi au fait que la transition vers la vie active reste aléatoire en raison de l'inadéquation des systèmes: « Beaucoup de lycées techniques dispensent un enseignement purement théorique et sont déconnectés du mon-

secteur privé. « Nous essayons de reprendre ces éléments clés en les adaptant aux dispositifs existants dans nos pays partenaires », souligne Simon Junker. « Toutefois, les conditions sont rarement réunies pour que l'on puisse reproduire à l'identique le système extrêmement complexe que connaît la Suisse. » Un expert allemand, mandaté par la fondation Bertelsmann, a examiné récemment cette question. Il conclut que le transfert d'un système complet est illusoire. On a maintes fois essayé par le passé de transplanter tel quel le modèle dual, mais ces projets se sont avérés peu durables.



Après une formation de courte durée dans le domaine de l'électronique, ces jeunes Népalais se sont installés à leur compte et ont ouvert un petit magasin.

La valeur ajoutée de la formation

Même la reprise de certains éléments du modèle dual ne va pas de soi. La participation du secteur privé, par exemple. Selon Markus Maurer, elle est essentielle à la réussite d'un système : les entreprises devraient s'impliquer dans tout le processus de formation, depuis l'élaboration des plans d'études jusqu'à la certification, en passant par l'organisation de stages pratiques et le financement. « Malheureusement, on en est encore bien loin. Dans de nombreux pays en développement, l'État et le secteur privé ne se parlent pas », déplore-t-il.

En général, les employeurs se montrent sceptiques envers l'EFTP. Selon Johann-Peter Porten, conseiller en formation professionnelle chez Helvetas Swiss Intercooperation, ils n'en perçoivent pas la valeur ajoutée : « La majorité des entreprises ne produisent pas des biens de haute technologie, mais des marchandises relativement simples. Elles ne ressentent donc pas le besoin de recruter du personnel qualifié. Nous devons leur faire comprendre qu'avec des ouvriers bien formés, elles pourraient fabriquer de meilleurs produits et ainsi augmenter leurs bénéfices. »

Deuxième chance pour les jeunes déscolarisés

L'inégalité des chances face à la formation professionnelle représente un autre défi majeur. Des millions de jeunes, appartenant aux couches sociales défavorisées, ont quitté l'école prématurément ou n'y sont jamais allés. Faute d'avoir acquis ce socle de compétences fondamentales, ils ne peuvent être admis dans un lycée technique ou une école de mé-

tiers. Des solutions doivent être trouvées pour améliorer leur accès à l'apprentissage.

Quelques États et des ONG ont commencé à mettre en place des « programmes de la deuxième chance » en faveur des jeunes déscolarisés. Cette approche novatrice associe la formation professionnelle à des cours d'alphabétisation et à l'acquisition de compétences utiles sur le marché du travail.

Une autre piste consiste à structurer l'apprentissage traditionnel. Très répandu dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, celui-ci n'est ni réglementé ni reconnu officiellement et sa durée dépend du bon vouloir du patron. Parfois, les parents doivent même payer l'artisan pour qu'il prenne leur enfant en apprentissage. Néanmoins, c'est la seule manière d'apprendre un métier pour beaucoup de jeunes qui sont sortis très tôt du système éducatif. Depuis le milieu des années 2000, plusieurs pays africains ont entrepris de remédier aux lacunes de cette formation sur le tas et d'en faire un système de type dual.

Des apprentissages express à grande échelle

Qu'ils aient ou non achevé l'école primaire, beaucoup de jeunes et d'adultes ne peuvent pas se permettre de suivre une formation de trois ou quatre ans. Des offres de courte durée sont nettement mieux adaptées à leur situation. Les bénéficiaires peuvent ainsi accroître rapidement leurs revenus en exerçant une petite activité, le plus souvent à titre indépendant, parfois même à domicile. « Certes, de tels programmes n'augmentent pas la productivité de l'économie nationale, mais ils profitent directement aux plus pauvres. À mes yeux, c'est le but prin-

Financement par un pot commun

Compte tenu de leurs budgets limités, les gouvernements des pays en développement et émergents ne peuvent financer à eux seuls l'élargissement de leurs systèmes d'apprentissage. Au cours de la décennie écoulée, 53 d'entre eux se sont dotés d'un fonds de formation professionnelle. Cet instrument permet de mobiliser d'autres sources de financement. Ainsi, les entreprises du secteur privé formel alimentent le fonds par le biais d'une taxe prélevée sur leur masse salariale. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux complètent les contributions des acteurs privés et publics nationaux. Gérés par les gouvernements, qui décident de l'affectation des ressources, ces fonds permettent d'offrir des formations aux groupes défavorisés de la population.



Bettina Jenny/Helvetas Swiss Intercooperation (2)



Au Népal, des jeunes défavorisés acquièrent en un à trois mois des notions de base dans diverses professions. Ci-dessus, des cours de tissage et de filage de la laine.

La formation professionnelle après 2015

L'enseignement primaire universel est au cœur du mouvement mondial de l'Éducation pour tous, lancé en 1990, et l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés en 2000. Même si des progrès importants ont déjà été réalisés, un grand nombre d'enfants ne vont toujours pas à l'école ou la quittent prématurément. La communauté internationale ne relâchera donc pas ses efforts après l'échéance des OMD en 2015. Le groupe d'experts chargé par l'ONU d'élaborer le futur programme de développement propose toutefois d'élargir cet engagement en y ajoutant deux nouvelles cibles : d'une part, garantir l'accès à l'enseignement secondaire ; d'autre part, augmenter le nombre de jeunes et d'adultes qui possèdent les compétences, y compris techniques et professionnelles, nécessaires pour travailler.

principal de la formation professionnelle», commente Simon Junker.

Au Népal, le Fonds pour l'emploi – alimenté notamment par la DDC – finance des formations d'un à trois mois destinées à des jeunes défavorisés. On y acquiert des notions de base en électricité, maçonnerie, coiffure, cordonnerie, etc. Les sociétés formatrices touchent une partie de leurs honoraires à l'issue de l'apprentissage. Pour recevoir le reste, elles doivent réussir à placer les participants sur le marché du travail. « Avec ce système de financement basé sur les résultats, nous avons voulu montrer qu'il était possible non seulement de former en peu de temps une masse de jeunes, mais aussi de les aider à trouver un emploi ou à s'installer en indépendants », indique Bettina Jenny, responsable de la formation professionnelle et de l'éducation de base chez Helvetas Swiss Intercooperation. Pari tenu : 16 000 personnes sont formées chaque année et 80% d'entre elles gagnent décemment leur vie après quelques mois.

Des migrants moins vulnérables et mieux payés

Dans le cadre du même programme, une action pilote vise les migrants, dont la plupart partent vers les pays du Golfe. Les résultats sont encourageants : en suivant une brève formation à certaines techniques du bâtiment, comme la construction d'échafaudages ou le coffrage, ces travailleurs peuvent gagner un tiers de plus et sont moins vulnérables, car

on les informe simultanément sur leurs droits. « Les employeurs du Golfe viennent chercher ici principalement des ouvriers très bon marché, donc non qualifiés. Mais ils ont aussi besoin d'une main-d'œuvre semi-qualifiée. Pour répondre à cette demande, le Népal doit élargir son offre de formation », indique Barbara Weyermann, au bureau de la coopération suisse à Katmandou.

Les migrations professionnelles sont en constante progression au niveau mondial. Cette mobilité accrue soulève des questions sur le rôle de la coopération dans les pays pauvres exportateurs de main-d'œuvre. N'est-il pas vain de former des personnes qui partent ensuite travailler à l'étranger ? Selon Beata Godenzi, responsable du programme global Migration et développement à la DDC, l'engagement de la coopération dans ce domaine est crucial au contraire : « Idéalement, la formation facilite l'accès au marché du travail local. Mais il est inutile de se voiler la face. Si ces gens n'ont aucune perspective d'emploi chez eux, ils émigreront, qu'on le veuille ou non. Nous devons faire en sorte que la migration se passe dans les meilleures conditions possibles, pour que les individus, mais aussi les pays d'origine et de destination, en tirent un profit maximum. » Il s'agit par conséquent de proposer aussi des formations techniques adaptées aux besoins des marchés étrangers. Parallèlement, on doit informer les migrants sur leurs droits, les procédures de recrutement, les risques et la situation dans le pays d'accueil. ■

Des écoles sortent de leur bulle

Confrontée à un chômage massif des jeunes, l'Albanie doit réformer entièrement son système de formation professionnelle, hérité de l'ère communiste. La Suisse aide les autorités à moderniser 17 écoles de métiers. L'enseignement y sera désormais plus axé sur la pratique et répondra mieux aux besoins du secteur privé.

(jls) En Albanie, le marché du travail souffre d'un grave déséquilibre. Avec en moyenne 14% de la population active au chômage – un taux qui atteint même 24% chez les jeunes –, l'offre de main-d'œuvre est pléthorique. La demande, en revanche, reste très modeste, car le secteur privé se développe lentement et ne génère que peu d'emplois. Paradoxalement, les entreprises peinent pourtant à trouver du personnel pour les rares postes qu'elles proposent. Elles se heurtent au manque de qualifications des candidats. En cause: le système de formation professionnelle. Il est mal adapté à l'économie de marché et dispense un enseignement purement théorique. Le gouvernement a donc entrepris de le réformer.

En phase avec le marché du travail

Depuis 2007, la DDC accompagne ce processus national de réforme. En partenariat avec Swisscontact, elle soutient la modernisation et la réorganisation de 17 écoles professionnelles publiques, sur les quarante que compte le pays. Il s'agit notamment d'élaborer de nouveaux plans d'études pour la vingtaine de métiers enseignés, de créer du matériel didactique et de recycler les professeurs. Les nouveaux programmes transmettent des compétences requises

sur le marché du travail et ils accordent une large place à la pratique.

Dans les domaines techniques, tels que le chauffage, la plomberie, les installations sanitaires ou l'informatique, la formation dure trois à quatre ans et les travaux pratiques se déroulent au sein de l'école. « Ces filières accueillent plus de mille étudiants chaque année. Il serait impossible de trouver autant de places de stages dans des entreprises. La participation du secteur privé à la formation reste très fragmentaire », explique Silvana Mjeda, au bureau de la coopération suisse à Tirana. Pour la coiffure et la boulangerie, en revanche, filières dans lesquelles les apprentis sont nettement moins nombreux, des partenariats public-privé ont permis d'établir un concept d'apprentissage qui se rapproche du modèle dual.

« Notre projet a un impact considérable sur l'employabilité des jeunes », relève Silvana Mjeda. Selon des estimations, 70% des étudiants formés dans les écoles bénéficiaires de l'aide suisse trouvent un emploi, alors que la moyenne nationale ne dépasse pas 20%. « La perspective de débouchés a rendu à ces établissements l'attractivité qu'ils avaient perdue au cours des vingt dernières années. » ■

Promotion de l'emploi au niveau local

Améliorer l'offre de compétences ne suffit pas. La DDC s'attaque maintenant à la demande, toujours excessivement faible en Albanie. Elle cofinance un projet du Programme des Nations Unies pour le développement, qui vise à lutter contre le chômage des jeunes en stimulant la création d'emplois locaux. Des Pactes territoriaux pour l'emploi (PTE) sont mis sur pied dans trois districts du nord-est de l'Albanie. Ils réunissent tous les acteurs, publics et privés, ayant une influence sur le marché du travail de la région. Ensemble, ces derniers identifient les problèmes liés à l'emploi, recherchent des solutions, puis mettent en œuvre les mesures adoptées. Le mécanisme des PTE a été conçu par la Commission européenne en 1996. C'est la première fois qu'il est introduit en Albanie.



L'Albanie veut axer davantage l'enseignement professionnel sur la pratique. Dans le cadre de leur formation en hydraulique, ces élèves construisent un panneau solaire.

Lifting du système d'apprentissage burkinabè

Les compétences acquises par un apprentissage sur le tas ne sont pas suffisantes pour évoluer actuellement sur le marché du travail au Burkina Faso. Avec l'appui de la DDC, les organisations d'artisans s'emploient à structurer et à moderniser cette formation. De nouvelles filières, alliant théorie et pratique, seront bientôt disponibles pour une vingtaine de métiers.

(jls) L'agriculture et l'artisanat, principaux pourvoyeurs d'emplois au Burkina Faso, manquent cruellement de main-d'œuvre qualifiée. Dans ces secteurs informels, les possibilités de formation sont très limitées. Les techniques agricoles se transmettent de père en fils. Le secteur de l'artisanat, quant à lui, connaît depuis toujours une forme d'apprentissage sur le tas : les adolescents travaillent dans l'atelier d'un maître-artisan et apprennent en mimant les gestes de ce dernier. Cette formation rudimentaire ne débouche sur aucun diplôme officiel. En outre, sa durée dépend du patron, lequel attend parfois cinq, sept, voire dix ans avant de « libérer » son apprenti. Actuellement, on estime qu'entre 2 et 3 millions de jeunes suivent un tel apprentissage dans le pays. La majorité d'entre eux n'ont fréquenté l'école que quelques années ou n'y sont jamais allés.

L'union fait la force

Dans les années 90 et 2000, la DDC a aidé le secteur de l'artisanat du Burkina Faso à s'organiser pour défendre ses intérêts, notamment vis-à-vis de l'État et des bailleurs de fonds. Ces efforts ont débouché sur la création d'organisations faitières au niveau national – la Fédération nationale des artisans du Burkina Faso et la Fédération nationale des organisations paysannes – ainsi que dans les régions. Après avoir consolidé leurs bases, ces faitières ont défini les domaines dans lesquels il était urgent d'investir. La formation professionnelle était l'une de leurs priorités. L'artisanat a été le premier secteur à élaborer des filières d'apprentissage modernes. Dans le monde rural, le mouvement est plus lent. On commence seulement maintenant à imaginer des formes d'apprentissage appropriées.

Le Gulmu à l'avant-garde

En 2006, la DDC a lancé un projet qui vise à structurer et à moderniser ce modèle d'apprentissage. « Pour pouvoir survivre économiquement le jour où ils se mettront à leur compte, ces jeunes doivent acquérir les compétences qui sont requises actuellement sur le marché et apprendre à gérer une petite entreprise. Il importe aussi que leur formation soit reconnue et certifiée », indique Ambroise Tapsoba, au bureau de la coopération suisse à Ouagadougou.

La DDC aide les associations faitières d'artisans à mettre sur pied des filières d'apprentissage de type dual dans cinq régions. Le projet a démarré dans le Gulmu, à l'est du pays. En collaboration avec les autorités locales et nationales, l'Union des artisans du Gulmu a déjà organisé des formations pour sept métiers : mécanique, menuiserie métallique, menuiserie sur bois, coiffure, coupe-couture, tissage et transformation agroalimentaire. Dans les autres régions, le système est moins développé. Les artisans se concentrent pour l'instant sur deux ou trois filières.



DDC (2)

Des repas assurés, mais pas le salaire

L'apprentissage dure deux ou trois ans. Chaque semaine comporte quatre jours de travail pratique dans un atelier et deux jours de théorie. Ces cours se déroulent dans des entreprises qui disposent de locaux suffisamment grands pour accueillir une classe entière. Les enseignants sont des artisans chevronnés, dont le savoir-faire a été évalué et certifié par l'association faitière régionale. Ils doivent cependant suivre une formation sur le plan méthodologique.

Même s'il s'inspire du modèle dual suisse, ce système en diffère sensiblement. Ainsi, la relation entre le patron et son apprenti ne repose pas sur un contrat, mais sur une négociation avec les parents, explique Ambroise Tapsoba : « Le maître-artisan remplit une sorte de mission sociale. Il s'engage à nourrir l'adolescent et à lui donner une éducation civique. En revanche, la rémunération n'est pas fixe. Elle dépend de la rentabilité de l'apprenti. »

À côté des formations techniques, le projet organise des cours d'alphabétisation pour les apprentis et les formateurs. Le but est d'éviter que l'absence de connaissances en lecture et écriture ne constitue une barrière à la transmission du savoir.



Le projet de structuration de l'apprentissage traditionnel au Burkina Faso, lancé en 2006, porte ses fruits: les jeunes diplômés n'ont aucune peine à s'insérer sur le marché du travail.

La palette de métiers s'élargit

Environ 1500 apprentis – dont 30% de filles – seront formés cette année dans les cinq régions. Vu que le dispositif ne cesse de s'agrandir, ce chiffre devrait doubler en 2014. Pour l'instant, l'État n'a validé que dix référentiels de compétences, alors que l'on répertorie 110 métiers artisanaux au Burkina Faso. Sans ces documents, qui fixent officiellement les buts de la formation, l'enseignement ne peut pas commencer. Les artisans sont donc en train d'élaborer de nouveaux référentiels, notamment pour la plomberie et le tissage, qui devront ensuite être validés par l'État. On escompte que vingt filières seront disponibles d'ici 2016.

À l'issue de sa formation, l'apprenti se présente à l'examen national de contrôle des compétences pour obtenir un Certificat de qualification professionnelle (CQP). Ce titre, décerné par l'État depuis 2006, facilite nettement son insertion sur le marché du travail. «Les diplômés n'ont généralement aucune peine à trouver leur propre clientèle, car ils ont acquis de bonnes capacités techniques et maîtrisent la gestion d'un atelier», relève Ambroise Tapsoba.

L'apprentissage de type dual ouvre également de bonnes perspectives sur le plan financier: le titulaire d'un CQP peut gagner jusqu'à 40% de plus que les autres artisans. Il offre en effet une gamme plus large de prestations. Après sa formation, un mécanicien, par exemple, est capable de réparer une moto ou une voiture qui comporte de nombreux composants électroniques. Ses confrères formés sur le tas sont démunis face aux véhicules modernes.

Transit de l'aide par un fonds étatique

La DDC prend à sa charge une partie du coût des formations et l'achat du matériel d'enseignement. Sa contribution ne va toutefois pas directement aux associations d'artisans qui gèrent le dispositif. Elle alimente le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (Fafpa), un instrument financé par l'État burkinabè et plusieurs donateurs, qui reverse ensuite l'argent aux artisans. L'acheminement de l'aide par le biais d'une structure étatique garantit la pérennité du système après la fin du projet, prévue pour 2016. ■

Des charrues et des tables-bancs

Le gouvernement du Burkina Faso confie de plus en plus souvent aux artisans locaux l'exécution de marchés publics. Cette évolution rend d'autant plus nécessaire l'amélioration des compétences professionnelles dans le secteur. L'an dernier, le ministère de l'agriculture a chargé les artisans de fabriquer 100 000 charrues en cinq ans, pour un montant de 4 milliards de francs CFA (7,5 millions de francs suisses). En décembre, le ministère de l'éducation leur a attribué un marché de 1,8 milliard de FCFA (3,4 millions) portant sur la confection de 50 000 tables-bancs pour les écoles. Ces contrats sont conclus avec la Chambre des métiers de l'artisanat, laquelle lance ensuite un appel d'offres aux artisans.

Des chaussures « made in Bangladesh »

Confrontée à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, l'industrie du cuir du Bangladesh entend développer elle-même les compétences professionnelles qui font défaut dans sa branche. Avec l'appui de la Suisse, elle teste actuellement un système d'apprentissage en entreprise, un modèle inédit dans ce pays. Les premiers résultats sont encourageants.



DDC

Vu les importantes lacunes des écoles professionnelles étatiques, l'industrie du cuir du Bangladesh a décidé d'élaborer ses propres filières de formation.

Un système étatique peu performant

Au Bangladesh, pays de 160 millions d'habitants, environ 2 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Non seulement le système de formation étatique ne peut pas absorber une telle quantité de personnes, mais il est de surcroît très bureaucratique, obsolète et déconnecté du monde du travail. Les diplômés qui en sortent ne sont pas vraiment employables dans les entreprises. Des offres privées de formation se multiplient, mais elles sont payantes et donc inaccessibles aux pauvres. Résultat : la grande majorité des travailleurs sont dépourvus de qualifications professionnelles. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée freine l'expansion de nombreux secteurs. Elle entrave la croissance économique du pays et la productivité des entreprises.

(jls) Le Bangladesh compte plus de 2000 fabriques de chaussures. L'industrie du cuir, un secteur en pleine expansion tourné vers l'exportation, emploie quelque 700 000 personnes. Il peine toutefois à trouver des travailleurs qualifiés. Or, si les employés ne savent pas se servir d'une machine à coudre ou couper correctement le cuir, ils détériorent le matériel et produisent des articles de mauvaise qualité. Étant donné la faiblesse du système étatique de formation, l'association faîtière de la branche a pris le taureau par les cornes. Elle a créé en 2009 un Centre d'excellence pour le cuir (COEL), en le chargeant d'élaborer des filières de formation qui répondent aux besoins des entreprises.

Un modèle dual en miniature

Avec le soutien de la DDC, le COEL a conçu et mis en place un système d'apprentissage sur le lieu de travail. Onze entreprises locales et deux institutions privées de formation participent à ce projet pilote. Elles forment des opérateurs sur différents types de machines, des techniciens de maintenance et des superviseurs. Les apprentis viennent de milieux défavorisés et 70% d'entre eux sont des femmes.

L'apprentissage, qui se déroule exclusivement dans l'entreprise, dure un an. Pendant les trois premiers mois, les jeunes apprennent les notions de base en s'entraînant sur des marchandises qui ne sont pas destinées à la vente. Ensuite, ils sont intégrés dans la production commerciale. Les maîtres d'apprentissage reçoivent une formation théorique et didactique.

« Nous avons créé une forme très modeste d'apprentissage dual. Ce système ne correspond pas à l'idéal du modèle suisse, impossible à reproduire dans le contexte local, mais il constitue une première au Bangladesh », indique Derek Müller, coordinateur de la DDC à Dacca. L'État bangladais n'intervient pas dans la formation, mais il devra fixer les normes et certifier les diplômes.

Les premiers résultats sont réjouissants : la demande d'ouvriers qualifiés est telle sur le marché que plus de 90% des jeunes trouvent un emploi stable à l'issue de leur apprentissage. La suite dépend des entreprises : « Si l'industrie du cuir estime que l'investissement dans la formation s'avère rentable, elle devrait généraliser le système et en assurer elle-même la totalité du financement », espère Derek Müller. « Ce modèle pourrait même faire école dans d'autres branches de l'économie. » ■

Une transformation des systèmes s'impose

La formation professionnelle peut devenir un vecteur clé du développement, à condition toutefois de subir une transformation complète. Selon Borhène Chakroun, expert à l'Unesco, il convient d'élargir l'accès à cet enseignement et d'en améliorer la qualité, aussi bien dans le secteur formel qu'informel. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

Un seul monde : Quelle proportion de jeunes n'ont pas accès à une formation professionnelle dans les pays en développement ?

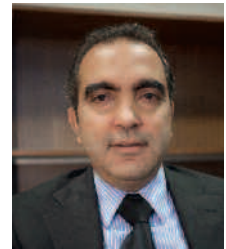
Borhène Chakroun : Malheureusement, nous ne disposons pas d'outils statistiques adéquats pour chiffrer les capacités offertes par les multiples formes de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP). En fait, les données disponibles se concentrent sur l'enseignement secondaire dans le secteur formel. Or, la grande majorité des apprentissages se déroulent de façon informelle dans le milieu du travail. Nul doute cependant que les besoins en compétences des jeunes et des adultes sont immenses. C'est pourquoi les pays en développement vont devoir élargir considérablement l'accès aux formations. Il ne s'agit pas d'agrandir simplement les systèmes existants qui sont, pour la plupart, totalement déconnectés du monde du travail. L'Unesco préconise de transformer l'EFTP, afin d'en améliorer la qualité et l'équité, de rehausser son attrait et d'en faire un vecteur de l'apprentissage tout au long de la vie.

Hormis l'ampleur des besoins, qu'est-ce qui nécessite une refonte complète des systèmes ?

L'EFTP doit tenir compte de plusieurs phénomènes mondiaux qui se sont intensifiés ces dernières années. À commencer par les bouleversements démographiques : dans les pays en développement, la proportion de jeunes s'accroît rapidement. Le chômage des 15-24 ans est très préoccupant. L'évolution rapide des nouvelles technologies constitue un autre défi majeur : leur cycle de vie de plus en plus court nous oblige à réactualiser en permanence nos compétences. Par ailleurs, l'accélération des migrations impose certaines formes de certification et de reconnaissance des qualifications. Les entreprises et les emplois, eux aussi, sont de plus en plus mobiles. Enfin, la mondialisation a accru les disparités, tant entre les pays qu'à l'intérieur des pays. L'EFTP doit intégrer toutes ces dimensions afin de contribuer au développement durable.

Concrètement, comment peut-elle atténuer les écarts entre riches et pauvres ?

Le seul capital que les pauvres possèdent est leur savoir-faire. L'acquisition de compétences professionnelles leur permet de trouver un emploi décent ou de travailler à leur compte, par exemple



Borhène Chakroun, de nationalité tunisienne, a obtenu un doctorat en sciences de l'éducation à l'Université de Bourgogne et un diplôme d'ingénieur à l'Université technologique de Saint-Petersbourg. Dans les années 90, il a travaillé comme consultant pour l'Union européenne, la Banque mondiale et d'autres organisations. En 2001, il est entré au service de la Fondation européenne pour la formation, où il a été spécialiste du développement du capital humain et chef d'un projet régional sur l'éducation et la formation pour l'emploi. Depuis 2010, Borhène Chakroun dirige la section Enseignement et formation techniques et professionnels de l'Unesco.



Rares sont encore les jeunes filles qui fréquentent les cours d'informatique ou d'électronique. Pourtant, les perspectives d'emploi sont meilleures dans ces domaines que dans les professions typiquement féminines.



Nick Hammes/Reporters/afp

Les systèmes de formation professionnelle ne fonctionnent bien que s'ils sont adaptés au contexte local, à la culture du pays et à son stade de développement.

dans le monde rural. Ainsi, ils gagnent plus et vivent mieux. Mais les avantages ne sont pas que financiers. Par le biais du travail, les personnes défavorisées peuvent accéder aux soins de santé, s'engager dans la vie civique et jouer un rôle au sein de la communauté. Dès lors, leur statut social s'améliore. La formation professionnelle a un effet

coiffure, qui ne répondent pas toujours à une demande sur le marché du travail. En revanche, elles sont très rares dans les cours d'électronique ou d'informatique, alors que ces domaines offrent de meilleures perspectives d'emploi. Les formateurs affirment que les métiers estampillés « féminins » sont les seuls acceptables par les parents. Certes, les préjugés sociaux ont la vie dure, mais l'absence de services d'orientation professionnelle est aussi un problème. Nous devons fournir aux jeunes des informations pertinentes sur le marché du travail et sur les possibilités d'activités productives ou commerciales, pour qu'ils puissent choisir librement leur voie.

Après l'universalisation de l'enseignement primaire, va-t-on vers une formation professionnelle pour tous ?

La tâche est beaucoup plus complexe dans ce domaine. Contrairement à l'éducation de base, l'EFTP requiert la collaboration de nombreux acteurs très différents. Souvent, elle implique plusieurs ministères, les associations professionnelles, les entreprises, les syndicats, des prestataires de formation publics et privés, etc. La gouvernance fait partie du changement de paradigme. L'État, qui a joué un rôle prépondérant jusqu'ici, est appelé à laisser un peu d'espace aux autres acteurs. Il doit servir de catalyseur et réunir tout ce monde autour de la table pour réaliser le large partenariat nécessaire.

Certains modèles de formation professionnelle fonctionnent-ils mieux que d'autres ?

Il n'y a pas de solution miracle. Les systèmes doivent être adaptés au contexte local, à la culture du pays et à son stade de développement. On a essayé maintes fois de transférer des modèles qui donnaient de bons résultats dans un contexte donné. La greffe ne prend pas. Par exemple, le système dual, tel qu'il est appliqué en Suisse ou en Allemagne, fonctionne bien lorsque les partenaires sociaux jouent un rôle fondamental dans la gestion, le financement et l'assurance-qualité des formations. Ce n'est pas le cas dans les pays en développement. De mon point de vue, il faut retenir, non pas le modèle dual lui-même, mais ses principes fondamentaux, à savoir l'alternance entre théorie et pratique et les liens très étroits avec le monde du travail. ■

Le Consensus de Shanghai

Le troisième Congrès international sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels s'est tenu à Shanghai en mai 2012. Il a adopté une série de recommandations en vue de transformer cet enseignement. Les gouvernements et autres parties prenantes sont invités à prendre les mesures suivantes : rendre l'EFTP plus pertinent ; en élargir l'accès et en améliorer la qualité et l'équité ; adapter les certifications et développer des parcours de formation ; améliorer les données disponibles ; renforcer la gouvernance et étendre les partenariats ; accroître les investissements dans ce domaine et diversifier les financements ; plaider en faveur de l'EFTP. www.unesco.org, « Éducation pour le XXI^e siècle », « Compétences pour le travail et la vie »

« Le seul capital que les pauvres possèdent est leur savoir-faire. »

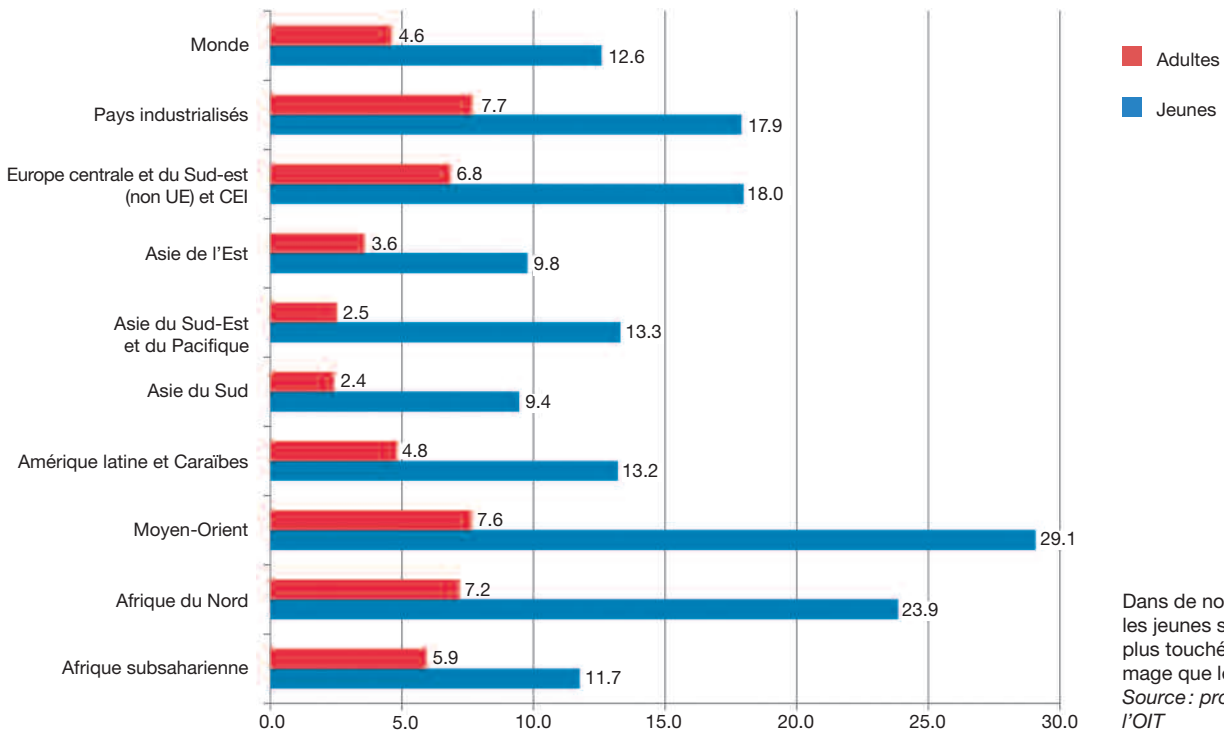
égalisateur, en particulier entre les sexes. Une femme capable de contribuer par ses propres revenus au budget du ménage jouit d'une plus grande considération que si elle dépend de son mari.

Encore faut-il qu'elle puisse acquérir des compétences. Hommes et femmes ont-ils le même accès à la formation professionnelle ?

C'est là un autre aspect du débat en cours. Aujourd'hui, l'EFTP revêt un caractère machiste. Les jeunes filles sont systématiquement orientées vers une poignée de métiers, comme la couture ou la

Faits et chiffres

Taux de chômage des jeunes et des adultes en 2013 (en %)



Citation

« Le problème, pour la plupart des habitants pauvres des pays en développement, n'est pas l'absence de travail ou l'insuffisance d'heures ouvrées. Beaucoup d'entre eux ont plus d'un emploi et travaillent de longues heures. Pourtant, trop souvent, ils ne gagnent pas assez pour améliorer leurs perspectives d'avenir et celles de leurs enfants. Ils travaillent aussi parfois dans des conditions dangereuses et sans protection de leurs droits fondamentaux. »

Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale

Chiffres

Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux dans les pays en développement. Ils ont franchi le cap du milliard en 2010, ce qui représente le sixième de la population mondiale.

Dans le monde, environ 123 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans ne savent ni lire ni écrire. Parmi eux se trouvent 61% de femmes.

En 2011, plus de 57 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et 69 millions d'adolescents n'étaient pas scolarisés.

Au cours des quinze prochaines années, 600 millions de nouveaux emplois devront être créés pour absorber l'accroissement de la population en âge de travailler, principalement en Asie et en Afrique subsaharienne.

En 2013, on compte 232 millions de migrants internationaux. Leurs envois de fonds vers les pays en développement devraient s'établir à 414 milliards de dollars.

Liens

Unesco : *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2012*
www.unesco.org, chercher «EPT 2012»

Banque mondiale : *Rapport sur le développement dans le monde 2013 – Emplois*, texte intégral en anglais, abrégé en français.
www.worldbank.org, «Publications», «Complete WDR Online»

Unesco – Dossier sur la formation professionnelle
www.unesco.org, chercher «EFTP»

OIT – Département des compétences et de l'employabilité
www.ilo.org/skills

Fondation européenne pour la formation
www.etf.europa.eu

DDC – Rubrique «Formation professionnelle»
www.ddc.admin.ch, chercher «une clé pour l'emploi»

Forum suisse pour la formation professionnelle et la coopération internationale
www.fobbiz.ch

Les éleveurs nomades, oubliés du développement

Sauver le pastoralisme nomade, tel est le défi que devra relever le Niger à l'avenir. Dans ce pays très pauvre, des crises pastorales récurrentes déciment les cheptels. Au-delà du changement climatique, elles s'expliquent aussi par un désintérêt historique pour l'élevage. Heureusement, ce sentiment commence enfin à se résorber. D'Emmanuel Haddad*.



Bruno Moranoff/Alti

Le Niger dans l'œil du cyclone

« Sans sécurité, il n'y a pas de développement », déclarait le président nigérien en avril dernier. Un mois plus tard, un double attentat faisait 24 morts à Agadez et à Arlit, dans le nord du pays. En juin, une attaque armée contre la prison de Niamey a permis à vingt terroristes présumés de s'évader. Le retour du terrorisme confine les travailleurs humanitaires expatriés dans la capitale. Il risque en outre d'amputer les budgets de la santé et de l'éducation, alors que celui de la défense a doublé en 2012. Le Niger a mis en avant sa sécurité intérieure pour obtenir des bailleurs de fonds internationaux les 10,8 milliards de dollars nécessaires au financement de son Plan de développement économique et social 2013-2015.

Comme Issouf et Ali (à droite), de nombreux éleveurs ont dû renoncer à leur vie nomade. Ils sont devenus agriculteurs ou gardent les troupeaux de familles aisées.

Niamey, quartier Bukoki, 43 degrés. Malgré les rayons ardents du soleil sahélien, Issouf et Ali ne quittent pas leur poste, situé à l'angle de deux rues. Leurs moutons Bali-Bali paissent tranquillement. Les clients viennent en négocier le prix. Ils enfourment les élus dans le coffre de leur voiture, moyennant 40 000 à 60 000 francs CFA par tête (75 à 112 francs suisses).

Ces deux agropasteurs sédentarisés sont originaires de Tillabéry, une ville de l'ouest du Niger. Leurs pères étaient nomades. Le regard posé sur le troupeau, un bâton de berger à la main, ils transhumaient de puits en lacs, se déplaçant au fil des saisons pour offrir à leurs bêtes le meilleur fourrage possible. Ils possédaient alors des vaches, plutôt que des ovins, et tenaient à ce cheptel comme à la prune de leurs yeux. « Geno, l'Éternel, créa d'abord la vache. Puis

il créa la femme, ensuite seulement le Peul », relate l'écrivain Tierno Monémbo dans *Peuls*. Le titre de cet ouvrage désigne l'ethnie d'éleveurs nomades qui déambulent du Golfe de Guinée jusqu'aux confins du Tchad, en traversant le Niger.

Lien fusionnel entre l'homme et le bétail

Pour les éleveurs transhumants du Niger, « le rapport homme-bétail est une relation de vie et de mort », assure Boubacar Oumarou, auteur de *Pasteurs nomades face à l'État du Niger*. La vache fournit le lait et sert d'objet de troc, mais son apport va au-delà de l'aspect matériel : « Dans les rites, la bête égorgée valide le mariage et les naissances, et la consommation communautaire de la viande rend solide le lien social », explique ce chercheur à l'Université Paris VIII.

Poulo wala darorde – un Peul n'a pas de lieu où il pourrait se fixer – est l'autre pilier de l'identité de l'éleveur nomade. Outre le rapport fusionnel avec ses bêtes, celui-ci a toujours refusé le sédentarisme, car la mobilité est le seul moyen de survivre face à la rareté des ressources en eau et en fourrage sur les terres arides du Sahel, la porte du désert.

Le pastoralisme en crise

Or, en une génération, un grand nombre de Peuls, de Touaregs et de Toubous du Niger ont abandon-



Emmanuel Hocquard

né en partie ou en totalité l'élevage nomade. Ils se sont convertis à l'agriculture, sont devenus les pères de familles aisées ou se sont installés en ville pour y occuper des postes de gardiens de nuit. Nombreux sont ceux qui, comme Issouf et Ali, ont gagné la capitale. Que s'est-il passé ? Depuis la grande sécheresse de 1974, le Niger souffre de crises alimentaires chroniques. À l'origine, ces phénomènes étaient dus aux sécheresses terribles, aux invasions de criquets et aux putschs à répétition. Mais depuis 2009, les crises sont avant tout pastorales : le déficit fourrager et la hausse des prix des céréales sont deux phénomènes nouveaux qui rendent impossible l'alimentation des bêtes et obligent les éleveurs à vendre leur bétail à perte. À chaque saison sèche, des cadavres d'animaux se putréfient désormais le long des couloirs de passage pastoraux.

Pour les organisations professionnelles, le changement climatique ne suffit pas à expliquer les crises pastorales : « Les éleveurs n'ignorent pas ce cycle de sécheresse. Mais le manque de considération du pastoralisme par les gouvernements successifs a également aggravé la situation », regrette Boureima Dodo, secrétaire général de l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger. L'élevage contribue pourtant pour 13% au produit intérieur brut du pays. Il fait vivre environ 1,5 million de Nigériens, soit 18% de la population. Après l'uranium, les produits de l'élevage (viande, lait, cuir, peaux) sont la deuxième source d'exportation du Niger, pays le moins développé du monde selon le classement du

PNUD en 2012. Toutefois, 1% seulement du budget est destiné au développement de ce secteur.

Partage du territoire

En 1961, une loi a divisé le territoire nigérien entre une zone pastorale au nord et une zone agricole au sud, laquelle est parsemée d'enclaves pastorales. Les éleveurs dirigent leurs troupeaux vers ces enclaves pour qu'ils puissent pâturer et s'abreuver entre deux déplacements. Ils suivent des couloirs de transhumance, tracés entre les champs agricoles pour éviter que les bêtes ne causent des dégâts dans les cultures.

Avec l'une des croissances démographiques les plus élevées du monde – 3,6% en 2011 –, le Niger est toutefois contraint d'étendre toujours plus ses surfaces agricoles pour nourrir une population fortement exposée à l'insécurité alimentaire. « Je suis éleveur d'ovins dans la zone agricole de Tahoua », explique Boureima Dodo dans son boubou ocre. « Sur les plateaux où les pasteurs ont l'habitude de faire paître leurs troupeaux, des milliers d'hectares ont été transformés en cultures. »

Conflits entre éleveurs et agriculteurs

À la frontière des deux zones et autour des enclaves pastorales, des conflits sporadiques se multiplient entre agriculteurs et éleveurs. « Auparavant, il existait des codes sophistiqués qui permettaient à ces deux groupes de coexister sur une même terre : troc de céréales contre bêtes, don de fumure contre libre pâture des animaux sur les champs en jachère, etc. », rappelle Roger Blein, membre du bureau Issala spécialisé dans les questions alimentaires en Afrique de l'Ouest. Or, la terre se fait rare : tous les trois ans, l'agriculture consomme 10% de surface en plus au Niger. Un tiers de ces nouveaux champs étaient auparavant des terres agricoles en jachère ou des zones de parcours pastoraux. « Ces changements rapides créent des tensions qui, mêlées aux préjugés interethniques, peuvent déboucher sur des conflits », ajoute Roger Blein.

En juin 2012, les agriculteurs de Koygolo, dans la région de Dosso, ont tué huit éleveurs peuls et brûlé leurs maisons. « J'avais une centaine de gros ruminants ainsi que quelques chèvres et moutons. Je ne pouvais plus les sortir, car il y avait toujours des exactions. Alors, j'ai tout vendu », se souvient Adamou Ego Gati, agropasteur à Koygolo. « Nous attendons une décision de la justice, qui tarde à venir. Mais il n'est pas question que je quitte ma terre, j'ai perdu trop de proches. »

Reconnaissance du droit à la mobilité

Pour éviter la crispation sur les questions foncières, les représentants des éleveurs revendiquent un droit

Le Niger en bref

Nom

République du Niger

Superficie

1,267 million km²

Capitale

Niamey

Population

16,9 millions

Âge moyen

15 ans

Ethnies

Haoussas 55,4%
Zarmas Songhaïs 21%
Touaregs 9,3%
Peuls 8,5%
Kanouris 4,7%
Autres 1,2%

Langues

Français (officiel), haoussa, zarma

Religions

Musulmans 80%
Animistes et chrétiens 20%

Produits d'exportation

Uranium, bétail, niébé, oignons





Niamey est le centre politique, culturel et économique du Niger. Elle exerce un pouvoir d'attraction considérable sur les migrants.

Libye : de l'eldorado à l'enfer

L'argent envoyé par les migrants représente une source de revenus pour un nombre considérable de ménages nigériens. Jusqu'en 2011, la Libye était la destination privilégiée des migrants qui nourrissaient leurs familles grâce à leurs emplois dans ce pays. Quand le régime de Mouammar Kadhafi est tombé, 260 000 Nigériens ont retraversé le désert en sens inverse, les mains vides. Depuis décembre 2012, la frontière est fermée et l'immigration est devenue une aventure risquée. Quelque 3 000 Nigériens sont détenus dans les geôles libyennes et huit d'entre eux y ont trouvé la mort en mars dernier. Pourtant, les jeunes Nigériens continuent d'essayer : Tripoli en a encore expulsé 500 en mai.

à la mobilité. Depuis 1982, ils se battent pour que le Code rural – ensemble de textes juridiques sur la gestion des ressources naturelles – offre davantage de garanties aux nomades. C'est chose faite depuis l'adoption en 2010 d'une ordonnance qui stipule : « La mobilité est un droit fondamental des éleveurs, pasteurs nomades et transhumants. Ce droit est reconnu et garanti par l'État et les collectivités territoriales. » Il s'agit là d'un grand progrès, admet Boureima Dodo, « mais tous les textes d'application de ce droit ne sont pas encore élaborés ».

On enregistre d'autres avancées. Ainsi, une commission foncière réunit dans chaque région les représentants des agriculteurs et des éleveurs, afin de prévenir les conflits. « Les tensions ont lieu à la fin de la saison des pluies. Les éleveurs, désormais semi-sédentarisés, veulent descendre vers le sud avec leur cheptel pour revoir leurs familles. Le Code rural a donc instauré une date de libération des champs, qui permet aux éleveurs de faire paître leurs bêtes sur les terres agricoles, une fois la récolte terminée », explique Adamou Soumana, secrétaire permanent de la commission foncière de Boboy, un département où les conflits agropastoraux sont fréquents.

Boycott du marché par les Peuls

Accompagner la mobilité des éleveurs constitue un enjeu crucial pour l'État nigérien et ses partenaires au développement. Autre défi : la reconnaissance d'un droit de propriété pour les éleveurs contraints au sédentarisme. S'ils ne l'obtiennent pas, les Peuls pourraient faire justice eux-mêmes. En 2008, l'un d'entre eux a été tué à Gouré, dans la région de Zinder, car les agriculteurs ne voulaient pas reconnaître le droit de propriété des éleveurs. « Les Peuls du Niger ont alors appelé à un *dangol pulaaku* : les Peuls de toute l'Afrique de l'Ouest ont boycotté le marché de bétail. Poussés dans leurs retranchements, les autorités locales ont fini par reconnaître les droits fonciers des éleveurs sédentaires », explique Nana Issaley, chercheuse spécialisée sur cette ethnie. ■

* Emmanuel Haddad, journaliste français d'origine libanaise, a été correspondant de plusieurs journaux francophones au Niger. L'été dernier, il a quitté ce pays pour s'installer au Liban.

Une journée sur le terrain avec... Ibrahim Bâ, chargé de programme principal de la DDC au Niger

Mon curriculum fait de moi une exception au Niger : contrairement à la plupart de mes concitoyens, j'ai eu la chance de faire des études – de sociologie en l'occurrence. Mon père, qui avait lui aussi été à l'université, travaillait comme fonctionnaire dans l'administration coloniale française. Il a fait en sorte que tous ses enfants, y compris les filles, puissent suivre une formation supérieure. Cela ne va pas de soi dans mon pays. Aujourd'hui encore, le taux d'analphabétisme est très élevé. Il se situe à 70% en moyenne et se rapproche même de 90% chez les femmes. C'est pourquoi l'éducation fait partie des thèmes prioritaires du programme de la DDC au Niger.

D'une manière générale, des progrès ont cependant été réalisés dans ce domaine au cours des dernières années. Le taux de scolarisation ne cesse d'augmenter. Il atteint actuellement environ 80%. Cependant, à peine la moitié des enfants qui entrent à l'école vont jusqu'au bout du cycle primaire. Ils ne sont que 10% à terminer le degré secondaire et moins de 0,2% font des études supérieures.

Mes deux filles ont 13 et 17 ans. Je les conduis tous les matins à l'école avant d'aller travailler. Puis je

« Le Niger a de bonnes chances de se développer, mais il reste un État fragile. »

vais les rechercher durant la pause de midi, car elles ont congé l'après-midi. Elles sont assez grandes pour rester seules à la maison quelques heures. Ma femme travaille à la Société nationale des eaux. Moi-même, je mange à midi au bureau. Comme la plupart de mes trente collègues de travail, j'emporte un repas préparé à la maison. Nous disposons d'un local où nous pouvons nous restaurer. Le bureau de la DDC se trouve au centre de Niamey, ville qui compte environ 1 million d'habitants. Nous partageons nos locaux avec le consulat suisse. Ce dernier est rattaché à l'ambassade d'Abuja, la capitale du Nigeria, notre voisin du sud.

Au nord se trouvent l'Algérie et la Libye. Nous avons ressenti les troubles survenus en Afrique du



DDC

Nord, dans la mesure où les Nigériens travaillant dans ces pays ont dû rentrer chez eux. Cela a aggravé la misère de nombreuses familles qui étaient tributaires des fonds envoyés par les migrants. Le Niger compte toujours parmi les pays les plus pauvres de la planète. Son approvisionnement en denrées alimentaires n'est que partiellement assuré. Le développement rural est un autre axe prioritaire des activités de la DDC. Le suivi des projets menés dans ce domaine fait partie de mes tâches principales. Je passe environ 40% de mon temps de travail à l'extérieur du bureau. Au moins une fois par mois, je suis en déplacement pendant trois à six jours. Je visite alors entre deux et six communes qui bénéficient d'un soutien financier de notre part. Nous collaborons aussi avec des ONG suisses. Helvetas Swiss Intercooperation, par exemple, réalise des puits et des abreuvoirs. Elle s'occupe aussi de la gestion de l'eau. Swisscontact travaille dans le secteur de la formation professionnelle.

Le Niger a de bonnes chances de se développer, grâce notamment à ses gisements d'uranium et de pétrole, mais cela demande des institutions publiques stables. Or, il reste un État fragile. Je le constate quotidiennement sur la route. Normalement, il ne me faudrait que 8 minutes pour rentrer chez moi depuis le bureau. Cependant, les barrages mis en place par les forces de sécurité m'obligent à faire un tel détour que le trajet dure finalement 20 minutes. L'évolution actuelle de la politique intérieure me rend toutefois prudemment optimiste. Il reste à espérer que la situation se stabilise également dans les pays voisins, au Mali par exemple. C'est là un autre facteur dont nous dépendons. ■

(Propos recueillis par Mirella Wepf; de l'allemand)

Coopération et aide humanitaire

La Suisse est présente au Niger depuis 1977. Avec un budget annuel qui oscille entre 13 et 17 millions de francs, elle est l'un des principaux donateurs de ce pays sahélien. La DDC concentre ses efforts sur l'éducation, la formation professionnelle et le développement rural. Comme les femmes sont plus touchées que les hommes par la pauvreté et discriminées sur le plan éducatif, les programmes accordent une attention particulière à l'égalité des sexes. Combinées à une forte croissance démographique, les périodes récurrentes de sécheresse ont provoqué ces dernières années de fréquentes pénuries alimentaires. Dans ces situations d'urgence, la Suisse a déployé une aide humanitaire.
www.ddc.admin.ch/niger
www.cooperation-suisse.admin.ch/niger

La fin d'une longue léthargie

Les contes étaient nos occupations favorites après le repas du soir, quand nous étions repus, autour d'un feu de bois ou au clair de lune. Nous écoutions avec délectation les paroles de celui ou celle qui parlait. C'était toujours une personne âgée. Nous avions les yeux rivés sur ses lèvres, notre regard suivait sa gestuelle illustrant l'action. La forme de la narration variait en fonction de son art dramatique. Le décor dépendait de l'imagination de chacun et le contenu du conte véhiculait toujours un message, une morale que notre jeune cerveau devait retenir. Cela nous faisait rêver.

C'est de cette tradition, de cet art de relater des faits ou des fables que se sont inspirés les premiers cinéastes du Niger dans les années 60. Ils ont puisé dans la réalité socioculturelle pour raconter notre propre histoire. L'écran de toile remplaçait notre imagination. Cette fois, le décor était le même pour tout le monde et les personnages étaient bien réels. Nous en connaissions même quelques-uns. Peu importait la forme de l'histoire qui défilait. Que le film soit un documentaire ou une fiction, l'écran nous rappelait les aventures ou les légendes que l'on nous contait quand nous étions petits. Le cinéma épique était né.

Des cinéastes aussi réputés que Moustapha Alassane ont opté pour la satire de la société. D'autres, comme Oumarou Ganda, ont revisité l'histoire pour scénariser les épopées. Certains, à l'instar de Djingarey Maïga, ont dépeint nos réalités en se servant de la caméra. Les uns comme les autres ont posé leur regard sur la société. Grâce à eux, nous nous sommes découverts nous-

mêmes. Nous regardions l'écran comme un miroir. Nous reconnaissons le comportement d'un ami, d'un parent ou d'un voisin dans les rôles tenus par les comédiens des films de fiction.



Ali Oumarou, 53 ans, s'est formé aux métiers de l'audiovisuel à Paris et à Niamey. De 1980 à 2003, il a occupé divers postes de cadre à la Télévision nationale nigérienne, dont celui de secrétaire général.

Depuis 2003, il dirige le Centre régional de production et de formation qui enseigne la réalisation, la prise de son et le cadrage à de jeunes Africains francophones. Également documentariste, Ali Oumarou a réalisé notamment le court métrage *Le fleuve Niger se meurt*, primé au Festival international Médias Nord Sud à Genève en 2006.

Puis, la télévision a fait son apparition dans les années 80. Une petite fenêtre s'ouvrait sur le monde. D'abord entrebâillée – il n'y avait qu'une seule chaîne –, elle nous faisait découvrir par bribes d'autres visages, d'autres réalités, d'autres cultures. Nous faisons des comparaisons avec amusement. Nous avons surtout appris que nous ne sommes pas seuls au monde, que nous partageons certaines valeurs avec d'autres peuples, malgré les différences apparentes.

Au milieu des années 90, la petite fenêtre s'est ouverte complètement avec l'avènement des chaînes étrangères. Nous avons poussé les volets à fond. C'est alors que l'on a vu apparaître des cinéphiles sans cinéastes, des jeunes livrés à eux-mêmes et à cette lucarne devant laquelle ils étaient constamment assis. À force de regarder les images venues d'ailleurs, ces téléspectateurs ont perdu presque tous leurs repères, car il n'y a plus ni conteur ni cinéaste. Ils ne se souviennent même pas que le Niger a été le précurseur du cinéma en Afrique de l'Ouest et que le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (Fespaco) décerne

depuis plus de deux décennies un prix portant le nom d'Oumarou Ganda. Pire, ils rêvent de s'évader.

Aujourd'hui, une nouvelle génération de cinéastes émerge de la longue léthargie qui a frappé la profession durant presque vingt ans. Elle fouille dans la tradition et pose son regard sur la réalité socioculturelle pour continuer à nous montrer qui nous sommes. Depuis 2005, les réalisateurs de cette « nouvelle vague » ont repris le flambeau allumé par leurs aînés dans les années 60. Cette fois-ci, l'écran de la télévision, qui avait remplacé la toile, est là pour faire rêver, non plus d'évasion, mais d'un enracinement dans nos valeurs et notre identité. Car c'est en connaissant mieux sa propre culture que l'on respectera celle des autres. ■



Paul Hanvoïliff

Moins d'alcool pour des enfants en meilleure santé

La Suisse soutient en Pologne une campagne nationale de prévention contre l'abus d'alcool, de tabac et de drogue. Ce programme s'adresse en priorité aux femmes en âge de procréer. Il vise à éviter les ravages causés par l'alcoolisme sur la santé de la mère et de l'enfant, et à réduire les coûts socioéconomiques de cette maladie.

(mw) Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la consommation d'alcool sur le Vieux Continent équivaut au double de la moyenne mondiale : elle atteint 12,5 litres d'alcool pur par habitant et par an. En Europe de l'Est et centrale, cette quantité passe même à 14,5 litres. Or, l'alcoolisme engendre une foule de problèmes sanitaires et sociaux. Il représente en particulier un risque grave pour les enfants à naître et les nourrissons.

Dans nombre de pays de l'Est, la consommation de tabac dépasse aussi la moyenne de l'UE. C'est le cas en Pologne. Le gouvernement de ce pays a dès lors décidé, en accord avec la DDC, d'utiliser une partie de la contribution suisse à l'élargissement pour financer une campagne de prévention contre l'alcoolisme, le tabagisme et d'autres toxicomanies. Il entend cibler en particulier les femmes en âge de procréer. Selon des études scientifiques réalisées en 2009, près de 11% des femmes enceintes fument en Pologne – ce qui accroît de manière significative la proportion de naissances prématurées et de bébés ayant un faible poids à la naissance –, environ 14% boivent de l'alcool et 1% consomment de la drogue.

Des abus trop bien acceptés

Les actions de prévention se dérouleront de 2014 à 2016. « Ces derniers mois, les préparatifs sont allés bon train », rapporte Joanna Skowron, membre

de la direction de l'inspection étatique de la santé et responsable de la campagne. Il est prévu notamment de diffuser des informations dans tout le pays à travers les médias, de former les sages-femmes et les médecins, et de proposer des programmes de formation aux entreprises ainsi qu'aux écoles secondaires.

Cette année, plus de 300 coordinateurs des centres locaux de santé et d'épidémiologie ont suivi une formation continue. Ils auront notamment pour tâche d'inciter les écoles à prendre part à la campagne. Les cours destinés au corps enseignant doivent débuter en janvier 2014.

« Nous espérons mobiliser plus de 3500 enseignants, annonce Joanna Skowron. Ces derniers répercuteront les informations à un demi-million de jeunes âgés de 15 à 19 ans. Au total, la campagne devrait toucher près de 5 millions de personnes. » Le but est de sensibiliser la population aux dangers de l'alcool, du tabac et de la drogue. « Aujourd'hui, on accepte bien trop facilement l'idée que des femmes enceintes fument et boivent. Souvent même, on les y encourage. À l'avenir, les amis et les proches devraient aussi se responsabiliser davantage. » ■

(De l'allemand)



Les victimes de l'alcool en Europe

Au sein de l'Union européenne, l'abus d'alcool provoque chaque année quelque 120 000 décès prématurés. L'OMS s'est récemment penchée sur les liens entre l'alcool et la santé dans 35 pays européens, dont la Suisse. Elle a publié les résultats de son étude dans un rapport.

« Rapport de situation 2013 sur l'alcool et la santé dans 35 pays d'Europe » ; téléchargement sur www.euro.who.int

Une idée séduisante qui peine à prendre corps

L'union fait la force. Voilà l'idée à l'origine du consortium lancé par la DDC dans le domaine de l'eau : les projets exemplaires réalisés par diverses organisations non gouvernementales (ONG) auront un impact encore plus grand si celles-ci collaborent, partagent leurs expériences et agissent de concert.



Serge R. T. Boyer/Helvetas Swiss Intercooperation

Le consortium suisse de l'eau travaille au Bénin, au Népal et dans quatorze autres pays. Ses activités comprennent l'installation de pompes, la gestion de l'eau et l'adduction d'eau potable.

(gn) Le Consortium suisse des ONG pour l'eau et l'assainissement réunit une somme impressionnante de connaissances et d'expériences, qui proviennent de 27 projets triés sur le volet. Ces derniers, mis en œuvre par des ONG suisses, garantissent à des milliers de personnes en Asie et en Afrique l'accès à de l'eau potable, à des installations sanitaires et à de petits réseaux d'irrigation. Leur vaste palette d'activités comprend par exemple l'installation de pompes alimentées par l'énergie solaire au Bangladesh, la gestion de l'eau pour la sécurité alimentaire au Mozambique et l'adduction d'eau potable dans les zones rurales du Tchad.

Premiers échos très positifs

Le consortium regroupe huit ONG suisses actives dans le secteur de l'eau. Ces organisations, qui se concurrencent parfois sur le marché de l'aide, in-

terviennent pour la première fois ensemble. Créé à l'initiative de la DDC, le groupement devrait multiplier l'impact des divers projets, tout en conférant plus de poids au savoir-faire suisse en matière d'eau et d'assainissement.

L'hypothèse de base est que les synergies et les échanges d'expériences devraient améliorer rapidement et sensiblement l'efficacité des différents projets, augmentant dès lors le nombre de leurs bénéficiaires. Lorsqu'elle a appelé à la création de ce consortium, qu'elle soutient à raison de 13,8 millions de francs au total, la DDC en avait déjà très clairement défini les objectifs.

Après bientôt deux ans, il est temps de tirer un premier bilan : l'investissement a porté ses fruits. « La DDC juge la première phase très positive », déclare Christian Eggs, chef suppléant du programme global Initiatives eau à la DDC. Même si les organisations se connaissaient très bien auparavant,

les regrouper représentait un défi de taille. Elles sont malgré tout parvenues à atteindre et même à dépasser les objectifs quantitatifs. Christian Eggs estime toutefois que ces ONG spécialisées ont encore un potentiel d'amélioration sur le plan de la « visibilité » et de l'influence politique, tant dans les pays d'intervention qu'au niveau international.

Améliorer la collaboration et les synergies

Le cas du Népal, où trois ONG suisses réalisent quatre projets, montre que le consortium peut mettre en valeur la « suissitude » dans le secteur de l'eau. Comme l'ont constaté les responsables des projets, ce n'est que lorsque ces organisations ont commencé à parler d'une même voix que le gouvernement népalais a réellement pris conscience de leur engagement. Les échanges au sein du consortium ont par ailleurs incité deux ONG suisses à collaborer dans un district.

Ce succès reste cependant une exception, car le bilan de la coopération et des échanges s'avère plutôt modeste. « Pour atteindre les objectifs très élevés qui avaient été fixés, le consortium a été conçu comme une série de projets indépendants », constate à regret sa codirectrice Agnès Montangero. Du fait que la majeure partie de l'argent alloué au consortium a été investi directement dans des projets concrets, on a eu tendance à négliger les échanges réciproques et l'utilisation de synergies potentielles.

« Ce sont les ateliers régionaux, réunissant toutes les équipes des divers projets, qui ont surtout cimenté les liens », explique M^{me} Montangero. Ces rencontres, qui duraient une semaine, ont toujours été très animées et appréciées, en particulier par les partenaires locaux des projets. Malheureusement, elles n'ont déployé que des effets limités, car les ressources faisaient défaut pour organiser d'autres activités communes.

L'échange de savoir tarde à s'instaurer

« C'était une excellente idée, mais elle a été mal préparée », juge Jacques Louvat, spécialiste de l'eau au Mali, qui est l'un des trois conseillers régionaux du consortium. Au sein des dix projets dont il s'occupe en Afrique occidentale, la volonté de collaborer s'est révélée décevante. À son avis, les raisons sont à chercher dans l'absence d'objectifs fixés en commun et dans l'obligation de réussir, qui fait peser une énorme pression sur les équipes chargées de réaliser les différents projets. L'échange de savoir ne va pas de soi. Il faudrait absolument des capacités supplémentaires pour l'instaurer. Pour M. Louvat, « un consortium n'a de sens que s'il exploite des synergies et génère ainsi des plus-values ».

Agnès Montangero en convient volontiers et ajoute que tous les intervenants ont à l'origine sous-estimé le travail qu'exige la mise en place d'un consortium: « Nous formons un groupe hétérogène, avec des projets très différents. »

Renforcer le dialogue

On a rapidement tiré les leçons des premières expériences. Depuis quelques mois, le dialogue a été renforcé entre les ONG. Durant la deuxième phase, de 2014 à 2016, le consortium prévoit d'accroître les montants qui sont alloués aux activités communes. Cependant, le financement de cet



Flurina Rohrerberger/Helvetas Swiss Intercooperation

effort n'est pas encore assuré. Le budget de chaque projet devrait en outre comprendre une part réservée à l'échange de connaissances ou à des publications dans le cadre du consortium.

« Dans le domaine de l'eau, les actions doivent être beaucoup plus efficaces, car des progrès sont requis d'urgence », rappelle Agnès Montangero, expliquant ainsi son engagement au sein du consortium. Grâce à cette nouvelle forme d'organisation, le succès de projets individuels devrait avoir un effet multiplicateur. Maintenant que les problèmes sont connus et que les difficultés initiales ont été surmontées, on attend beaucoup de la phase suivante. ■

(De l'allemand)

Le consortium en chiffres

- Huit ONG : Helvetas Swiss Intercooperation, Caritas, Terre des hommes, Croix-Rouge suisse, EPER, Solidar Suisse, Swissaid et Action de Carême
 - 27 projets dans seize pays
 - Trois conseillers régionaux (Asie, Afrique de l'Ouest et de l'Est)
 - Budget : 18,4 millions de francs, dont 13,8 fournis par la DDC
 - Première phase : août 2011 à décembre 2013
 - Objectifs : 300 000 habitants des zones rurales auront accès à l'eau potable et 150 000 à des installations sanitaires ; 40 000 agriculteurs disposeront de systèmes d'irrigation peu coûteux ; 130 écoles (soit 25 000 enfants) et 50 dispensaires seront équipés d'infrastructures d'eau et d'assainissement ; 85 écoles bleues seront créées.
- www.sdc-water.ch,
chercher « blue schools »

DDC interne

Accès à l'eau en Colombie (muran) La Colombie est depuis plus d'un demi-siècle le théâtre d'une guerre entre des groupes paramilitaires et l'armée gouvernementale. Plus de 4 millions de personnes déplacées ne parviennent pas à couvrir leurs besoins élémentaires. En collaboration avec l'organisation Action contre la faim, la DDC entend élargir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et dispenser des formations en matière d'hygiène. Le but de ce projet est d'améliorer de façon directe et durable la situation sanitaire ainsi que les conditions de vie de la population. *Durée du projet: 2013-2014*
Volume: 465 000 CHF

Une assurance contre les aléas climatiques (jah) L'Afrique subit régulièrement des catastrophes naturelles qui détruisent les récoltes. Si une aide financière n'est pas fournie dans les premiers mois, les paysans sont obligés de vendre leurs biens de production pour survivre. La DDC soutient la création de la Capacité africaine de gestion des risques (ARC), un mécanisme d'assurance combiné avec un système de détection précoce des catastrophes par satellite. La population concernée pourra ainsi recevoir une aide financière très rapidement et mieux résister aux aléas climatiques. L'ARC garantit aux gouverne-



Usula Messner/afif

ments de disposer à tout moment des fonds nécessaires pour le versement des indemnités. *Durée du projet: 2012-2016*
Volume: 4,5 millions CHF

Migration au Maghreb (jah) Un nombre croissant de migrants originaires d'Afrique subsaharienne gagnent le Maghreb. Partis avec l'idée de transiter par cette région, certains finissent par trouver du travail sur place. Souvent actifs dans des domaines pas ou peu réglementés, ils souffrent de mauvaises conditions de travail. Le Programme global Migration et développement de la DDC a lancé un projet interrégional qui vise à améliorer leur protection, de même que celle des ouvriers migrants maghrébins, en Tunisie, au Maroc et en Égypte. Le but est de renforcer la gouvernance et le processus de réformes législatives, tout en favorisant le dialogue social via l'organisation des travailleurs en syndicats. *Durée du projet: 2012-2015*
Volume: 1,8 million CHF

Transfert de technologie (bm) Financée par la DDC, la diffusion de silos métalliques en Amérique centrale a fortement réduit les pertes post-récoltes et amélioré la sécurité alimentaire de milliers de paysans. Fabriqués par des artisans locaux, ces conteneurs conservent les aliments au sec, tout en les protégeant des insectes et des rongeurs. La DDC a décidé d'exporter cette technique vers l'Afrique en l'adaptant au contexte. Elle soutient un projet en Tanzanie, où l'agriculture demeure le principal moyen de subsis-

tance. Associées à d'autres méthodes de stockage, la fabrication et la diffusion de silos devraient créer des emplois dans les zones rurales et augmenter les revenus des petits paysans. *Durée du projet: 2013-2017*
Volume: 5,6 millions CHF

Des médias performants (bm) Les médias de la région des Grands Lacs font face à de nombreuses difficultés qui les empêchent d'offrir une information de qualité et de participer à la démocratisation. Dans le cadre de son soutien à ce processus et en vue des importantes échéances électorales de ces prochaines années, la DDC entend renforcer les capacités des médias au Rwanda, au Burundi et en RDC. Elle va financer un projet qui mettra l'accent sur un assouplissement du cadre législatif et régulateur ainsi que sur la formation. La diversité et l'indépendance de la presse en constituent la priorité. *Durée du projet: 2014-2023*
Volume: 13,5 millions CHF

Protéger l'environnement (mpe) Dans le cadre de sa contribution à l'élargissement de l'UE, la Suisse soutient la préservation d'une vaste région boisée dans le sud-ouest des Carpates, en Roumanie. C'est l'un des sites les moins marqués par l'intervention humaine en Europe. Le but du projet est de promouvoir la gestion de l'environnement naturel dans son cadre d'origine et de sauvegarder la nature, tout en garantissant un développement régional durable. Entre autres difficultés, il faudra lutter contre le scepticisme ambiant, en Roumanie



DDC

comme ailleurs, quant à la viabilité d'un modèle alternatif de développement. *Durée du projet: 2013-2016*
Volume: 1 million CHF

Éducation à la citoyenneté (mpe) En Ukraine, la Suisse entend assurer la dissémination des valeurs et des principes démocratiques promus par le Conseil de l'Europe. Le Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche a financé la réalisation de manuels de vulgarisation sur ces thèmes. La DDC a pris le relais en soutenant leur diffusion et leur utilisation dans les écoles du pays. À cette fin, elle prévoit de former à grande échelle les maîtres et professeurs. Cette phase a pour ambition non seulement de sensibiliser le corps enseignant, mais aussi de modifier la culture scolaire figée et rétrograde qui continue de régner dans de nombreuses écoles ukrainiennes. *Durée du projet: 2013-2017*
Volume: 960 000 CHF



Potentiels et dangers de la religion

Foi et spiritualité sont inscrites dans la vie quotidienne des populations démunies. L'aide au développement ne peut pas en faire abstraction. Cependant, le rôle des religions reste un sujet extrêmement controversé dans la coopération internationale. De Gabriela Neuhaus.



Julien Chatelet/vi&af

Les œuvres d'entraide confessionnelles assument souvent des tâches publiques dans le domaine social. La Communauté de Sant'Egidio, un mouvement chrétien laïc, a créé à Matola (Mozambique) un centre nutritionnel qui sert des repas à des personnes dans le besoin.

Christophe Colomb a accosté sur le continent américain en 1492. Il a été suivi de près par les premiers missionnaires catholiques, chargés d'inféoder au nom de Dieu les indigènes à la puissance coloniale espagnole. Faire de la religion un instrument de manipulation et de pouvoir est un phénomène très répandu dans le monde, aujourd'hui encore. Parmi les nombreux exemples contemporains, on peut citer l'action des talibans en Afghanistan et la persécution systématique des minorités musulmanes au Myanmar, où l'État est dominé par la majorité bouddhiste.

Cependant, la foi et la spiritualité peuvent constituer un fondement essentiel pour la cohésion sociale, grâce aux valeurs de compassion, de respect et de solidarité qu'elles transmettent. Certains mouvements, comme la théologie de la libération en Amérique latine, prennent clairement le parti des pauvres, luttant pour la justice sociale et les droits de l'homme. Et ce n'est pas un hasard si les institutions de bienfaisance peuvent compter sur des do-

nateurs fortement motivés par des convictions religieuses.

Oppression sociale ou moteur du développement ?

L'influence de la religion sur le développement, qui revêt de multiples facettes, est extrêmement controversée. Les uns insistent sur ses aspects oppressifs et paralysants pour les sociétés – un exemple souvent cité est celui de la discrimination pratiquée par différentes religions à l'égard des femmes. D'autres voient dans l'engagement d'organisations confessionnelles un moteur favorable au développement. Anne-Marie Holenstein, ancienne directrice d'Action de Carême, étudie depuis plus de dix ans le lien entre religion et développement. Elle livre son avis sur ces positions antagonistes : « Les religions recèlent toujours à la fois des dangers et des ressources potentielles. Il s'agit de supporter les tensions qui en résultent. Les responsables des projets doivent tirer le meilleur parti possible des ressources dispo-

Le prosélytisme, un droit de l'homme ?

La liberté religieuse est un droit de l'homme garanti par l'ONU. De même, la Constitution suisse stipule que « toute personne a le droit de choisir librement sa religion, de se forger ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté ». Heiner Bielefeldt, rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction, écrit à ce sujet : « Les activités missionnaires font partie de la liberté religieuse. Si elles ne se déroulent pas entre des êtres humains libres et égaux, elles peuvent toutefois porter atteinte à cette liberté. » C'est le cas lorsque des groupes confessionnels font activement du prosélytisme dans le cadre de projets de développement ou d'interventions humanitaires.



Sven Torfinn/afp

À Musoma, en Tanzanie, des religieuses catholiques initient des jeunes à l'informatique et aux nouveaux médias.

Développement et religion

En collaboration avec des ONG suisses et sous la direction d'Anne-Marie Holenstein, la DDC a examiné depuis 2002 des situations très diverses relevant du thème « Développement et religion ». Elle en a tiré des lignes directrices sur une approche professionnelle des questions confessionnelles. Cette problématique fait partie du travail quotidien de la coopération. Dans les contextes fragiles, où le risque d'instrumentalisation de la foi est particulièrement élevé, il est important de sensibiliser les acteurs du développement à ces questions socio-culturelles et de promouvoir le principe « Ne pas nuire ». La DDC entend étudier de plus près l'instrumentalisation de la religion et les tendances fondamentalistes.
www.ddc.admin.ch, *chercher « religion »*

nibles, tout en gérant les risques de manière professionnelle. »

La controverse actuelle sur la place à accorder à la religion dans la coopération au développement remonte à la fin des années 90. James Wolfensohn, alors président de la Banque mondiale, avait lancé un dialogue entre les agences internationales de développement, à caractère laïque, et les leaders des principales religions mondiales ainsi que diverses organisations confessionnelles. À ses yeux, l'implication de ces milieux dans la politique et les programmes d'aide était nécessaire pour faire progresser le développement.

Dans beaucoup de pays pauvres, les institutions religieuses ont plus d'influence et d'autorité que l'État. Cela tient notamment au fait qu'elles assument – à l'instar de l'Église catholique en Afrique et en Amérique latine ou des œuvres d'entraide ismaéliennes en Asie – d'importantes tâches publiques dans le domaine social. Elles s'occupent de santé et d'éducation, ou distribuent de la nourriture aux indigents. Pour quantité d'êtres humains qui vivent dans des situations précaires, la foi et l'Église sont un soutien essentiel, voire le seul, face aux difficultés quotidiennes.

« Les réponses spirituelles ne suffisent pas »

Avec son idée, essentiellement pragmatique, d'utiliser ce potentiel pour ses objectifs de développement, la Banque mondiale s'est mise à dos le camp des laïcs aussi bien que celui des religieux. Katherine Marshall, chercheuse au Centre de Berkley

pour la religion, la paix et les affaires mondiales, souligne surtout les éléments positifs que les institutions confessionnelles apportent à la coopération avec leurs valeurs éthiques et morales. Les sceptiques lui reprochent de minimiser, ce faisant, les périls inhérents aux religions. Ils rappellent que ces dernières peuvent avoir des répercussions négatives sur la paix et le développement. Les conflits entre musulmans du nord du Soudan et chrétiens du sud, attisés par des considérations politiques, en sont un exemple. Il arrive aussi que des institutions de bienfaisance conservatrices consolident le pouvoir en place. C'est le cas notamment en Amérique latine, où certaines organisations évangéliques aident les nécessiteux à survivre, mais répriment tout mouvement politique.

« Mettre en avant les valeurs à respecter vis-à-vis de la communauté et dans sa vie personnelle peut constituer un moyen valable d'améliorer concrètement la situation de gens qui affrontent des conditions difficiles », note Konrad Specker, chef de la division Partenariats institutionnels à la DDC. « Cependant, on ne saurait se contenter d'une réponse spirituelle pour régler des dysfonctionnements sociaux, politiques ou économiques. » Chaque projet requiert ainsi un examen approfondi, qui tient compte de tous les facteurs socioculturels, afin de juger si les activités d'obédience religieuse ont aussi pour effet de promouvoir la justice sociale et le développement. « Aussi longtemps qu'une organisation confessionnelle ne profite pas de son soutien pour imposer à d'autres sa vision du monde, peu importe que les motifs de son action soient religieux



Mickael Kamber/NYT/Redux/lair

Le conflit entre les musulmans du nord du Soudan et les chrétiens du sud sont un exemple de l'impact négatif que peut avoir la religion sur la paix et le développement.

ou profanes», estime Anne-Marie Holenstein. « Ce qui est déterminant, c'est sa contribution au développement. »

Géants borgnes

Toutefois, nombre d'organisations confessionnelles contestent justement ce point de vue. D'après elles, les programmes de développement laïques sont des « géants borgnes », comme l'écrit Jeffrey Haynes, directeur du Centre pour l'étude de la religion, des conflits et de la coopération à l'Université métropolitaine de Londres. Cela parce qu'ils se préoccupent exclusivement de progrès mesurables et qu'ils ramènent les besoins de l'humanité à des questions de nourriture ou de prospérité matérielle.

Les organisations confessionnelles ne sont pas les seules à émettre ce genre de critiques dans le cadre du débat sur les objectifs futurs du développement. Dans la controverse sur ce qu'est un développement de qualité, l'éthicienne américaine Cecelia Lynch n'oppose pas nécessairement organismes religieux et laïques : « Les grandes organisations internationales de développement sont tributaires de leurs donateurs. C'est pourquoi elles opèrent selon les mêmes critères problématiques de succès, axés sur des principes néolibéraux, tandis que les petits groupes locaux se focalisent sur les besoins spécifiques des bénéficiaires. »

Intégrer sorcellerie et vaudou

Les organisations qui exploitent leur pouvoir et leur aide pour faire du prosélytisme constituent l'un des plus grands risques en termes de récupération reli-

gieuse dans la coopération au développement, estime Anne-Marie Holenstein : « Lorsque des gens tombent dans un état de dépendance en raison de leur pauvreté, la liberté religieuse touche à ses limites. » Il s'agit d'évaluer de cas en cas où se situe cette limite, en se gardant de céder aux préjugés. Toutes les religions comportent à la fois des courants fondamentalistes plus ou moins portés vers la violence et d'autres, plus tolérants et ouverts sur le monde. M^{me} Holenstein plaide par conséquent pour que les acteurs du développement soient plus sensibles à la culture, aussi bien dans leur propre conception du monde que dans le regard porté sur les sociétés dans lesquelles ils travaillent.

Anne-Marie Holenstein recourt aux nombreux cas concrets étudiés dans le cadre du projet DDC « Développement et religion » pour mettre en lumière les répercussions négatives qu'entraîne le fait d'ignorer les risques inhérents au phénomène religieux. Cela se produit si un projet ne tient pas compte de pratiques religieuses ou spirituelles, comme la sorcellerie ou le vaudou, qui revêtent une importance centrale dans la vie quotidienne de la population. Inversement, il est possible d'atteindre certains objectifs délicats – l'abandon de l'excision des filles, par exemple – en collaborant avec les autorités locales pour promouvoir des valeurs traditionnelles, comme l'importance d'une famille saine, et s'en servir comme argument. ■

(De l'allemand)

Défenseur des Indiens

Bartolomé de Las Casas part en 1502 pour le Nouveau Monde et s'établit sur l'île d'Hispaniola. Ce jeune entrepreneur espagnol devient propriétaire d'*encomiendas*, terres agricoles et minières auxquelles étaient rattachés des serfs indiens. Un jour, il rencontre des missionnaires dominicains qui condamnent sévèrement l'exploitation et l'oppression des indigènes par les conquérants. Las Casas change alors radicalement d'attitude. Il entre dans les ordres et prend la défense des Indiens contre les colons. Il va lutter pendant cinquante ans, tant en Espagne qu'outre-mer, pour les droits des populations autochtones. Avec un succès hélas mitigé. En 1542, son plaidoyer conduit l'empereur Charles Quint à proclamer l'abolition de l'esclavage et du système des *encomiendas*, mais ces lois seront abrogées quelques années plus tard.

Reverdir les paysages d'Éthiopie

Alors qu'au 19^e siècle, les forêts couvraient 35 à 40% du territoire éthiopien, cette proportion est ensuite tombée à 2,7%. La réduction résulte de la surexploitation du bois et de la conversion de terrains forestiers à d'autres usages, sous la pression démographique. Ce phénomène a dégradé les sols et appauvri la biodiversité : forte érosion, diminution de la fertilité du sol, recul des rendements agricoles, pénurie de bois de construction et de feu, chute de la productivité du bétail, disparition de sources d'eau potable.

La demande éthiopienne en énergie est pour l'essentiel couverte par la biomasse (bois de feu, charbon, bouse de vache et résidus agricoles). Par ailleurs, les bassins versants sont sujets à des fluctuations extrêmes, les cycles hydrologiques sont perturbés et les réservoirs d'eau du pays atteignent un degré alarmant d'envasement.

La dégradation du sol, due à l'érosion, est un problème chronique. Le nord du Choa est

l'une des régions qui en souffrent le plus : de fortes pluies lessivent les sols, de sorte que la couche d'humus s'amenuise et devient improductive. Au bout de la chaîne, cela contribue aux crises alimentaires et à la pauvreté que connaît le pays. Des données récentes, provenant de la vallée du Rift dans la région Oromia, prouvent que l'érosion influe en priorité sur la sécurité alimentaire, car les ménages consacrent davantage d'argent à l'achat d'engrais. Le retrait précoce des enfants de l'école ne fait qu'exacerber son impact sur les moyens d'existence de la population rurale. En effet, les enfants privés d'éducation dépendront plus tard des surfaces agricoles appartenant à leurs parents. Ainsi, les terres sont toujours plus fragmentées, ce qui accélère leur dégradation.

Pour remédier à cette situation, divers projets environnementaux ont été lancés à l'échelle nationale. Ils incluent la création de peuplements forestiers (étatiques et privés), avec l'introduction d'essences à croissance rapide,

comme l'eucalyptus, le pin et le cyprès. D'autres mesures ont le vent en poupe : le boisement ou le reboisement des terres dégradées, la foresterie communautaire, la fermeture de certaines zones, l'adoption de technologies agroforestières ainsi que la préservation des terres et de l'eau. La plantation de verdure dans les zones urbaines est également d'actualité. Elle permet non seulement d'embellir les villes, mais également d'améliorer la qualité de vie des habitants. De même, la promotion des énergies renouvelables (centrales éoliennes) et des fourneaux peu gourmands en énergie figurent parmi les innovations qui associent divers acteurs, dont les communautés locales, dans différentes régions du pays.

Une nouvelle stratégie encourage la population, au niveau national et local, à ménager les hautes futaies qui subsistent encore et à réhabiliter les sols forestiers dégradés. En obtenant en 2012 le label « réserve de biosphère » de l'Unesco pour les



Getachew Gebru, titulaire d'un doctorat en sciences animales, est cofondateur et directeur adjoint de Maril (Managing risk for improved livelihoods), une organisation privée de recherche et développement basée en Éthiopie. Il préside également la Société éthiopienne de production animale. M. Gebru a réalisé de nombreuses recherches et des activités de sensibilisation sur la gestion des risques pastoraux en Éthiopie et dans le nord du Kenya.

forêts de Sheka, l'Éthiopie a remporté un succès de taille. Elle dénote à présent une tendance positive, puisque le couvert forestier est remonté à 12,2% du territoire. Le lancement d'une stratégie économique « verte » est une autre mesure prise par le gouvernement pour faire face au changement climatique. Des entreprises régionales de développement forestier contribuent désormais à préserver la végétation, tout en générant des revenus et en créant des emplois. Le nouveau ministère de l'environnement et des forêts entend bien reverdir le pays malgré le changement climatique.

Ces efforts augmenteront la taille du réservoir de carbone et ouvriront la voie à l'obtention de crédits carbone. L'Éthiopie pourra ainsi profiter au mieux de ses stratégies de reverdissement et appliquer des mesures efficaces d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses impacts. ■

(De l'anglais)



Photo: Pottersson for Terra Mater/fair

« La culture des Balkans a gagné en maturité »

La création culturelle indépendante a d'autant plus d'importance dans une société qui traverse des temps difficiles. Cela explique le succès du Programme culturel suisse (SCP). Après avoir soutenu, en quatorze ans, quelque 3000 projets dans neuf pays des Balkans, celui-ci va maintenant être relayé par une organisation locale. Bojana Matic-Ostojic dresse le bilan du SCP, dont elle fut longtemps la directrice. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



SCP (2)

La scène culturelle des Balkans est extrêmement variée : ici, la performance « Milk and Water » à Tirana et le projet « Small Action » de l'artiste macédonienne Ana Josifovska.

Un seul monde : Comment définiriez-vous le rôle des créateurs culturels dans les Balkans ?

Bojana Matic-Ostojic : La scène culturelle indépendante a pris naissance dans les années 80. Portée par des idées progressistes, elle a ouvert des possibilités d'échange. En même temps, elle a opposé des approches originales au courant dominant, imposé par les milieux officiels. À mes yeux, sa fonction essentielle consiste, aujourd'hui encore, à contrebalancer les phénomènes négatifs de notre société. La scène culturelle indépendante s'élève, par exemple, contre tous les « ismes », comme le nationalisme ou le chauvinisme. Malgré tous les mérites que ses créateurs ont en commun, elle reste extrêmement multiple et diverse. C'est une bonne chose. Au fil des ans, elle a gagné en stature et en maturité. Cependant, elle est toujours tributaire d'un soutien dans bien des domaines.

Qu'est-ce qui distingue la situation des Balkans occidentaux, par rapport à d'autres régions d'Europe ?

Les pays des Balkans occidentaux se trouvent toujours dans un processus de transition. Cette situation les pousse à renforcer leur identité nationale en influençant la culture et en l'utilisant à des fins stratégiques. Il en résulte régulièrement des productions mégalomaniaques et insipides, sans rapport avec l'identité réelle du pays. Des priorités mal placées ne font d'ailleurs pas que contrecarrer la réalisation de productions modernes indépendantes. Elles débouchent aussi sur une instrumentalisation systématique et dangereuse de la culture. Chez nous, les artistes indépendants sont contraints de faire preuve d'une créativité phénoménale rien que pour pouvoir travailler. Et cela continuera de s'aggraver, dans la mesure où l'accès aux ressources financières se complique de plus en plus.



Quels sont les plus gros défis qui se posent aux créateurs ?

L'ensemble du secteur culturel, dans les États balkaniques, souffre de restrictions imposées par l'agenda politique. Les problèmes ne sont cependant pas partout les mêmes : dans certains pays, c'est la dépolitisation de la culture qui fait débat ; ailleurs, les difficultés concernent le réseautage régional et international ou encore

l'établissement de plates-formes nationales. Tous ces États ont en commun l'absence d'une politique cohérente de développement culturel. Faute de moyens, des musées ferment et des programmes culturels s'arrêtent. Depuis les années 90, le secteur indépendant est soutenu presque exclusivement par l'étranger. Cela lui a permis de se développer en douceur et de fonction-



SCP

Le Programme culturel suisse a commémoré ses plus grands succès, notamment dans le domaine de la danse contemporaine.

ner aussi longtemps qu'ont afflué les fonds en provenance de diverses sources de financement.

Le SCP était l'une de ces sources. Qu'a-t-il permis de réaliser ?

Durant ses quatorze ans d'existence, ce programme a élargi son objectif initial, qui était de faire revivre la scène culturelle et artistique. Il a soutenu le processus de transformation sociale en intervenant dans ces domaines. Un de ses grands mérites est d'avoir renforcé d'une manière générale nombre d'organisations culturelles ainsi que les créateurs indépendants. Ses succès les plus spectaculaires, le SCP les a obtenus dans des secteurs aussi différents que la danse contemporaine et le renouveau culturel de communautés rurales. Pour nous, ces réussites portaient le «label SCP». Mais bien entendu, c'est surtout au professionnalisme et à la détermination des artistes que nous devons cette effervescence créatrice.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Le SCP a été le plus grand pro-

gramme culturel des Balkans. Il prend fin à un moment où l'on ne saurait parler d'une scène culturelle stable dans les pays de cette région. Sa fermeture va entraîner de sérieux bouleversements en termes de financement et aura des répercussions décisives sur le volume des productions indépendantes et sur l'ampleur des collaborations régionales. Je suis toutefois persuadée que ce changement ne sera pas nécessairement négatif, qu'il pourra même avoir un effet stimulant. L'occasion se présente maintenant de repenser la question des investissements culturels dans toute la région, de trouver des formes de financement locales et durables. Cela implique des efforts coordonnés et opiniâtres de tous les milieux concernés et ne pourra pas se réaliser, même à l'avenir, sans un soutien international. Nous entendons nous y atteler avec notre nouvelle organisation, appelée ArtAngle. ■

(De l'allemand)

Un programme culturel bien étoffé

De 1999 à 2013, la DDC et Pro Helvetia ont encouragé conjointement, sous le label SCP – Swiss Cultural Programme in South Eastern Europe –, la création et les échanges culturels dans les pays de l'ex-Yougoslavie ainsi qu'en Albanie, en Bulgarie, en Roumanie et en Ukraine. Il s'agissait de promouvoir l'art indépendant non seulement en tant que tel, mais aussi parce que c'est un moteur de la transformation sociale. Le SCP comportait quatre volets :

- améliorer les conditions de travail et de vie des artistes et des organisations culturelles ;
- stimuler la diversité culturelle et la décentralisation ;
- permettre le travail en réseau et les échanges dans la région et avec la Suisse ;
- favoriser une gestion efficace par des réseaux et des bureaux locaux.

Ce programme, dans lequel la Suisse a investi au total quelque 22 millions de francs, a été clôturé fin avril par une manifestation culturelle de deux jours à Sarajevo. Il aura permis à des centaines d'organisations et à des milliers de créateurs de participer à plus de 3000 initiatives et projets culturels. Dans le cadre du festival «Balkan 2013», la fondation Culturescapes présente en Suisse, d'octobre à décembre, une sélection de productions artistiques contemporaines en provenance des pays balkaniques. Elle organise aussi, en collaboration avec l'association Artlink, un débat public sur la culture et la politique de développement, qui se tiendra le 6 décembre au Kornhausforum de Berne.

www.culturescapes.ch

www.scp-ba.net

www.artanglebalkans.net

Service



Heidirom/af

La promotion de l'égalité sur le terrain

(bf) En juin dernier, la DDC a fêté le 10^e anniversaire de sa politique d'égalité hommes-femmes. Une brochure, publiée à cette occasion, donne la parole à des collaborateurs et à des collaboratrices de la coopération bilatérale ou globale, qui ont été chargés durant cette période de promouvoir l'égalité des sexes dans diverses régions du monde. Ces personnes relatent des expériences étonnantes, drôles parfois. Elles évoquent par exemple les droits des

femmes en Afghanistan, « l'évaporation » de la politique d'égalité en Tanzanie ou le travail de « Frère Genre » au Bangladesh. Dans des récits très révélateurs, huit hommes apportent leur point de vue et racontent brièvement des rencontres personnelles ou des événements qui les ont marqués. Enfin, le chapitre consacré aux évolutions et expériences institutionnelles retrace l'histoire de la politique de l'égalité et anticipe son avenir.

La brochure « 10 ans de politique d'égalité hommes-femmes » est disponible en allemand, anglais et français ; à commander ou à télécharger sur www.ddc.admin.ch, « Documentation », « Publications »

Un héritage arabe

(er) Aussi touchante qu'envoûtante, la voix de Yasmine Hamdan réussit de subtiles variations entre timbres pop et proche-oriental. Après la parution des albums du duo électro indépendant Soapkills, qu'elle formait avec Zeid Hamdan, la chanteuse est devenue l'icône de la musique underground de Beyrouth à la fin des années 90. Âgée de 37 ans, elle vit aujourd'hui à Paris et a publié son premier album solo. Pour ses textes, la Libanaise s'est inspirée de chanteuses et de poètes arabes qui ont marqué le siècle dernier. L'ambiance fascinante et l'inten-

sité des paroles en plusieurs dialectes arabes se déroulent sur un tapis sonore vaporeux, composé de sons acoustiques, de percussions légères, d'un clavier aérien et d'accents électros. Cet album aux multiples facettes parvient ainsi à concilier la musique moderne avec la poésie proche-orientale.

Yasmine Hamdan : « Ya Nass » (Crammed Discs, Indigo/Musikvertrieb)

Tout un univers à découvrir

(er) Le premier album de Dawanggang agit d'abord comme une attaque contre nos habitudes d'écoute stéréotypées. Ce groupe chinois fait preuve d'un avant-gardisme radical. Il associe les traditions musicales du Tibet, de la Mandchourie et de la Mongolie ou encore de l'opéra de Pékin avec des récits modernes, philosophiques et profonds consacrés aux animaux, aux enfants et à la magie. Cet album, aussi unique

qu'étonnant, offre une mise en scène inhabituelle, vigoureuse et sensible. Dawanggang a été créé par Song Yuzhe, un multi-instrumentiste et ex-rocker de 35 ans. Les cinq musiciens du groupe créent une transe rythmique avec leurs techniques vocales (notamment le chant diphonique) et leurs divers instruments, qui vont du violon à cordes en crin de cheval à la vièle ghijak, en passant par le bajon et le gong. Ils ouvrent l'esprit à des univers sonores ensoleillés, peuplés de bruits issus de la nature. Pour les jurés du Prix de la critique discographique allemande, cet album était la meilleure parution de musique du monde durant le troisième trimestre 2013.

Dawanggang : « Huang Qiang Zou Ban – Wild Tune Stray Rhythm » (Jaro)

Les ambassadeurs de l'océan Indien

(er) Depuis 2003, le Paléo Festival de Nyon soutient activement la musique du monde et lui dédie même une scène, le Dôme, au cœur de son Village du monde. Cette année, le public a pu découvrir des perles musicales de l'océan Indien. Un disque compilé avec soin et compétence témoigne de l'événement. Ses quinze morceaux ne manqueront pas d'enthousiasmer ceux qui n'étaient pas au festival. On y découvre les ambassadeurs culturels des États côtiers d'Afrique orientale et des îles qui parsèment l'océan Indien. La variété des styles est étonnante. Elle va du mchiriku du groupe Jagwa Music (Tanzanie) aux chants maloyas (La Réunion), en passant par la black scifi de Just a Band (Kenya), les tambours traditionnels du Burundi et le shangaan electro (Afrique du Sud). Le disque propose aussi les collages sonores entraînants du groupe Skip&Die



(Afrique du Sud/Pays-Bas), des voix de femmes émouvantes issues de la tradition soufie du chœur Deba (Mayotte), encore peu connu, ou encore les harmonies et les accords foisonnants de Régis Givazo (Madagascar), chanteur et virtuose de l'accordéon à la renommée mondiale.

Divers artistes : « Océan Indien – Paléo Festival Nyon – Village du Monde 2013 » (Paléo Festival Nyon/Disques Office)

Films du Sud et de l'Est sur Internet

Films/DVD

(bf) La Fondation Trigon-film fête son 25^e anniversaire. Créée à l'origine dans le but d'enrichir l'offre culturelle en Suisse en diffusant des films d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, elle a par la suite élargi sa palette aux réalisations d'Europe de l'Est. En un quart de siècle, Trigon-film a distribué dans les salles de cinéma plus de 390 productions venant de 79 pays. Elle en a ensuite rendu accessibles plus de 250 sous forme de DVD dans ses propres éditions. Portée par une association de soutien et financée par la DDC, la fondation a largement contribué à diversifier l'offre cinématographique en Suisse en accroissant la présence des films du Sud et de l'Est. Pour fêter son anniversaire, Trigon-film a ouvert un cinéma en ligne sur son site Internet. À toute heure du jour et de la nuit, on peut ainsi visionner des œuvres actuelles, revoir des classiques ou découvrir des films en avant-première.





Informations, commandes et cinéma en ligne : www.trigon-film.org

La magie des ondes libres

(dg) Le Niger compte des dizaines de radios privées et régionales. Elles sont omniprésentes, tant dans la capitale Niamey que dans les petits villages du Sahel. La radio est le média le plus populaire. Elle peut être captée partout grâce à des appareils portables robustes. Le contenu des émissions va de l'information à la publicité, en passant par les annonces de mariage, les débats politiques, les conseils conjugaux, les soins de beauté et les recettes culinaires. L'offre musicale des radios privées est tout aussi variée. Le film *Magic Radio*, une coproduction nigéro-suisse, révèle la fonction sociale majeure des stations locales indépendantes ainsi que leur rôle dans l'éducation, la formation de l'opinion, la participation, la démocratisation et la transmission de la culture. Le documentaire offre également un aperçu de la vie quotidienne dans ce pays. Il aborde divers aspects sociaux, comme le statut de la femme, la santé ou les rapports familiaux. Luc Peter et Stéphanie Barbey : « *Magic Radio* », documentaire, Suisse/Niger, 2007. Le film est uniquement disponible sur le DVD « *Les médias transforment le monde* ». Informations : [education21/Films pour un seul monde](mailto:education21@filmspourunseulmonde.ch), tél. 031 321 00 30, www.filmseeinewelt.ch

Écouter les bénéficiaires de l'aide

(gn) « Pourquoi dédaignez-vous les connaissances et les capacités locales ? Nous aussi, nous avons des ingénieurs et des spécia-

listes. » Voilà le genre de remarques que l'on trouve à profusion dans l'ouvrage *Time to listen* (il est temps d'écouter). Trois chercheuses américaines ont interrogé plus de 6000 bénéficiaires de programmes de coopération dans une vingtaine de pays. Nombre de ces personnes estiment que les organismes d'aide ne les prennent pas au sérieux. Les auteures en concluent que la coopération a besoin d'une mue radicale si elle veut tenir ses promesses à l'avenir. Il importe de se défaire de la relation donateur-bénéficiaire qui a prévalu jusqu'ici et de consulter davantage les populations concernées. L'une des auteures n'est autre que Mary B. Anderson, dont le livre *Do no Harm* (ne pas nuire), paru en 1999, avait déjà suscité de profonds changements dans la coopération.

Mary B. Anderson, Dayna Brown, Isabella Jean : « *Time to Listen – Hearing People on the Receiving End of International Aid* », *CDA Collaborative Learning Projects*, 2012, www.cdacollaborative.org

Le bonhomme de neige qui refusait de fondre

(bf) Un village est le théâtre d'une histoire étrange : profitant des premiers flocons de l'hiver, les enfants confectionnent avec entrain le plus grand bonhomme de neige qu'ils puissent imaginer. Cependant, dès qu'ils l'ont achevé et paré de ses attributs traditionnels, ils voient son visage se transformer. Non content d'avoir été créé par les enfants, le bonhomme de neige veut aussi avoir son mot à dire. Il exige même des gardes du corps. Et lorsque le temps se réchauffe, il demande qu'on lui apporte des glaçons, car il ne veut pas fondre. Le soleil printanier se laisse impressionner, de sorte qu'un froid de canard règne dans le village. Finalement, le soleil perd patience et



contraint le bonhomme à accepter son sort. Ce conte est relaté par Seyyed Ali Shodjaie (texte) et Elahe Taherian (illustrations), tous deux de Téhéran, dans un livre bilingue persan-allemand, intitulé *Der grosse Schneemann*.

L'ouvrage aborde, sur un ton ludique et saisissant, le thème de la puissance et de l'impuissance. Il s'adresse aussi bien aux adultes qu'aux enfants.

Seyyed Ali Shodjaie et Elahe Taherian : « *Der grosse Schneemann* », *Baobab Books, Bâle, 2013*

Souvenirs des zones tribales

(bf) À travers un monde archaïque, Jamil Ahmad emmène ses lecteurs sur les traces du jeune Tor Baz, surnommé « le Faucon errant ». Son récit se situe dans les zones tribales du Pakistan, aux frontières de l'Afghanistan et de l'Iran. Il évoque des paysages merveilleux, des rites tribaux et la lutte pour la survie, mais aussi la sagesse, la sympathie et l'amour. Jamil Ahmad est un ancien haut fonctionnaire pakistanais. Il a exercé ses fonctions pendant plusieurs décennies dans cette contrée difficile, réputée pour être une zone de non-droit. En 1979, lorsque l'armée soviétique a envahi l'Afghanistan, il était en poste à l'ambassade pakistanaise



à Kaboul. Durant toutes ces années, Jamil Ahmad a accumulé des notes et des souvenirs. C'est seulement en 2011, à l'âge de 78 ans, qu'il a décidé de les publier sous la forme d'un roman. Ce livre, désormais traduit en français, réunit des histoires exotiques et fascinantes sur le code d'honneur des Pachtounes, l'opium, les ours, les vendeurs (corrompus) de femmes, la pratique de l'enlèvement et bien d'autres choses encore.

Jamil Ahmad : « *Le Faucon errant* », éditions Actes Sud, 2013

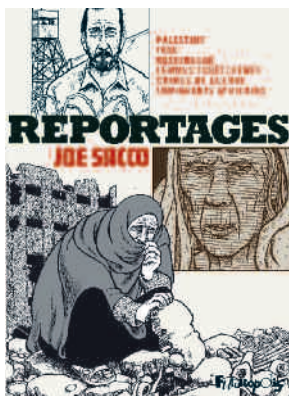
Dans les geôles syriennes

(jls) Aram Karabet est né en 1958 à Hassakeh, ville du nord-est de la Syrie, dans une famille de réfugiés arméniens. À l'âge de 29 ans, il a été arrêté par les services de renseignement en raison de son appartenance à une organisation communiste clandestine. Ce jeune ingénieur a passé sept ans dans une prison de Damas avant d'être jugé. La Cour de sûreté de l'État l'a alors condamné à treize ans de détention, suivis d'une même période de déchéance de ses droits civiques. Malgré d'affreuses tortures physiques et morales, Aram Karabet a toujours refusé de renier ses convictions politiques. Cela lui a valu de purger les cinq dernières années de sa peine dans la prison militaire de Palmyre, véritable camp de concentration où des milliers de prisonniers politiques sont morts au cours des années 80 et 90. Dans un récit qui vient d'être traduit en français, il relate son expérience de l'enfer carcéral syrien. Ce témoignage livre une lumière crue sur la nature du régime instauré par Hafez al-Assad et transmis à son fils Bachar. L'auteur vit aujourd'hui en Suède.

Aram Karabet : « *Treize ans dans les prisons syriennes* », Actes Sud, Paris, 2013

Reportages en bandes dessinées

(bf) Originaire de Malte, le dessinateur-journaliste Joe Sacco a reçu plusieurs récompenses internationales, dont l'American Book Award, pour ses reportages sur les guerres de Bosnie et de Palestine. À ses yeux, la bande dessinée a l'avantage « de repousser les limites du journalisme traditionnel ». Son dernier album rassemble, par ordre chronologique, la plupart des reportages qu'il a réalisés sur le terrain pour des journaux anglophones et francophones. Les dessins sont toujours précédés d'un petit texte d'introduction qui situe l'époque et le contexte. Joe Sacco évoque la guerre dans le Caucase et en Irak, les réfugiés africains qui débarquent à Malte ou le drame des intouchables en Inde, une caste tellement discriminée que certains de ses membres meurent de faim. Il emmène ses lecteurs au Tribunal pénal international de La Haye, pour assister au procès d'un médecin serbe accusé de génocide.



D'autres récits sont consacrés à des rencontres en Palestine et à la condition des femmes tchétchènes réfugiées en Ingouchie. *Joe Sacco : « Reportages », éditions Futuropolis, 2011*

Le réparateur des femmes

(jls) En 1999, quand il a ouvert une maternité à Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo, Denis Mukwege s'attendait à pratiquer des césariennes. Mais ce gynécologue a été confronté d'emblée à l'horreur des violences sexuelles perpétrées par les groupes armés : sa première patiente avait l'appareil génital déchiqueté par des balles tirées dans son vagin. Depuis, l'hôpital de Panzi n'a cessé de voir affluer des femmes violées et atrocement mutilées : leurs vagins ont été lacérés à coups de couteau ou de baïonnette, brûlés avec de la soude caustique, défoncés avec des morceaux de bois ou d'acier, leurs seins sectionnés, etc. Inlassablement, le docteur Mukwege suture les plaies, répare et reconstruit. Lui et son équipe ont déjà soigné gratuitement près de 40 000 femmes. La journaliste belge Colette Braeckman a consacré un livre à cet homme courageux qui a reçu plusieurs distinctions internationales, dont le prix Nobel alternatif 2013. L'ouvrage retrace également l'histoire troublée de la région et explore les mobiles des chefs de guerre qui ont fait du viol massif une



stratégie systématique. La DDC soutient les activités du docteur Mukwege à Bukavu.

Colette Braeckman : « L'homme qui répare les femmes », éditions Grip/André Versaille, Waterloo, 2012

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations : Service de conférences du DFAE. Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53 ou 031 322 44 12 ; courriel : info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Sarah Jaquiéry, André Marty, Pierre Maurer, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 52 200

Couverture : une jeune fille de Musoma, en Tanzanie, apprend le métier de soudeuse ; Sven Torfinn/laif

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Peter Hauser

La musique est un sésame

La Bernoise Stefanie Peter, alias Steff la Cheffe, 26 ans, est une virtuose du hip-hop. En 2009, elle a été vice-championne du monde de beatbox, imitation vocale d'une boîte à rythmes.

Le voyage est pour moi une libération extraordinaire. Voyager, c'est aller à la rencontre des gens, se percevoir autrement et s'ouvrir à la différence. Lorsqu'on part, il est bon d'avoir une mission. Pour moi, c'est la musique. La musique noire, afro-américaine surtout, ou encore celle des Caraïbes, soit le reggae, le dancehall et le reggaeton, m'ont toujours fait vibrer, interpellant tous mes sens. La musique est aussi un langage commun qui permet d'entrer en contact avec autrui, un sésame qui ouvre bien des portes. À 17 ans, j'ai rendu visite à ma tante en République dominicaine. Plus tard, j'y ai séjourné pendant six mois. Haïti se trouvant sur la même île, j'ai aussi connu de jeunes Haïtiens. Je leur ai enseigné l'allemand et l'anglais. En échange, j'ai appris à parler le créole et à danser la salsa. Le clip de mon dernier album *Vögu zum Geburts-tag* a été produit en Afrique du Sud. Ce pays compte d'excellents rappeurs et chanteurs, comme Spoek Mathambo, Ruffest ou Okmalumkoolkat, dont je ne peux que recommander la musique.

(Propos recueillis par Beat Felber)

« Les jeunes filles sont très rares dans les cours d'électronique ou d'informatique, alors que ces domaines offrent de meilleures perspectives d'emploi. »

Borhène Chakroun, page 16

« Geno, l'Éternel, créa d'abord la vache. Puis il créa la femme, ensuite seulement le Peul. »

Tierno Monénembo, page 18

« Les religions recèlent toujours à la fois des dangers et des ressources potentielles. »

Anne-Marie Hostenstein, page 27
